

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 999

13 mai 2011

### SOMMAIRE

Andava Holding S.A. ....	47906	Entreprise de Transports Nello Bei-Qua-	
Andava Holding S.A. - SPF ....	47906	glia .....	47930
Brandotex Participations S.A. ....	47915	Ets Jos Mosar S.à r.l. ....	47926
C 5 S.A. ....	47924	Eurocity 2 S.A. ....	47912
Castellano & Son's ....	47930	Eurtrans S.A. ....	47930
Cinouvert S.à r.l. ....	47927	Fachmaart Robert Steinhäuser .....	47931
Coolcoups .....	47906	Fit By S.à r.l. ....	47914
CR Acoustique & Design S.à r.l. ....	47908	Flavial S.à r.l. ....	47938
Creative Art Collection s.à r.l. ....	47908	Fountainhead S.à r.l. ....	47932
Crescendo Family Holdings S.A. ....	47908	Francescareal S.à r.l. ....	47938
DD Publishing S.A. ....	47912	Futura Kirchberg .....	47938
Décor d'Intérieur Eischen S.à r.l. ....	47912	Garage Félix Konsbrück S.A. ....	47939
Defoule Prod S.A. ....	47914	Gaston Properties S.A. ....	47939
Dela Investments Luxembourg .....	47914	Geo Travel Finance S.C.A. ....	47939
Diamond Ré .....	47915	International Upsilon S.A. ....	47951
Diedling S.à r.l. ....	47915	International Upsilon S.A. ....	47951
DOMINGUES Joaquim, Pose de Carrela-		KBD S.A. ....	47952
ges Sàrl .....	47924	Kraton Polymers Luxembourg S.à r.l. ....	47951
Drakensburg Properties Sàrl .....	47924	Latina S.A. ....	47952
Drakensburg Properties Sàrl .....	47926	MEUBLES Carlo SCHEER et Cie s.à r.l.	
DS Luxembourg Two S.à r.l. ....	47932	.....	47951
East Europe S.A. ....	47930	X-Power Nutrition S.à r.l. ....	47908

**Coolcoups, Société Anonyme.**

Siège social: L-4963 Clemency, 8, rue Haute.  
R.C.S. Luxembourg B 154.250.

Le Bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011046500/9.

(110052229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**Andava Holding S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,  
(anc. Andava Holding S.A.).**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.  
R.C.S. Luxembourg B 56.168.

L'an deux mille dix, le seize décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société "ANDAVA HOLDING S.A.", une société anonyme holding, établie et ayant son siège social au 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 56.168, constituée suivant acte notarié tenu en date du 03 septembre 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 599 du 19 novembre 1996. Les statuts ont été modifiés suivant acte tenu en date du 18 juin 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 552 du 08 octobre 1997.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Christophe BLONDEAU, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Quentin ABSIL, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Christel DETREMBLEUR, juriste, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

*Ordre du jour:*

1.- Modification de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

"La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale.

La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF")."

2.- Modification de la dénomination sociale de la société en "ANDAVA HOLDING S.A.-SPF" et modification de l'article premier des statuts.

3.- Mise en liquidation de la société avec effet immédiat.

4.- Nomination de Monsieur Hans-Peter JENNI à la fonction de liquidateur.

5.- Détermination des pouvoirs du liquidateur.

6.- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire.

7.- Réduction du capital social de la société à concurrence de CHF 7.500.000,00 pour le porter d'un montant de CHF 10.000.000,00 à CHF 2.500.000,00 par absorption de pertes.

8.- Modification subséquente de l'article 5 des statuts.

9.- Divers.

B) Que l'Assemblée a été convoquée en date du 30 novembre 2010 et du 08 décembre 2010 par publication dans le journal officiel ainsi que dans un journal luxembourgeois.

C) Qu'il résulte de ladite liste de présence que 2 actionnaires détenant ensemble 9.375 actions, soit 93,75% des actions émises, sont présents ou représentés, tous les actionnaires déclarant par eux-mêmes ou par leurs mandataires respectifs avoir eu connaissance de l'ordre du jour soumis à leur délibération.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier le statut de la Société qui n'aura plus désormais celui d'une société holding défini par la loi du 31 juillet 1929 mais celui d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF") défini par la loi du 11 mai 2007. Ainsi, l'assemblée générale décide de modifier l'article quatre (4) des statuts de la Société, relatif à son objet social, pour lui donner la teneur suivante:

**Art. 4.** "La société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs financiers tels que les instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière et les espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, à l'exclusion de toute activité commerciale.

La société pourra détenir une participation dans une société à la condition de ne pas s'immiscer dans la gestion de cette société.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites des dispositions de la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial ("SPF")."

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier la dénomination sociale de la société en "ANDAVA HOLDING S.A.- SPF" et de modifier en conséquence l'article premier (1<sup>er</sup>) des statuts comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** "Il existe par les présentes une société de gestion de patrimoine familial sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de "ANDAVA HOLDING S.A. - SPF"."

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de réduire le capital social à concurrence de sept millions cinq cent mille Francs Suisses (CHF 7.500.000,-) afin de le diminuer de son montant actuel s'élevant à dix millions de Francs Suisses (CHF 10.000.000,-) à deux millions cinq cent mille Francs Suisses (CHF 2.500.000,-) par absorption des pertes. Par conséquent, l'assemblée générale extraordinaire décide de réduire la valeur nominale de chacune des actions de mille Francs Suisses (CHF 1.000,-) à deux cent cinquante Francs Suisses (CHF 250,-).

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier en conséquence l'article cinq (5) des statuts comme suit: "Le capital social est fixé à deux millions cinq cent mille Francs Suisses (CHF 2.500.000,-) représenté par dix mille (10.000) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante Francs Suisses (CHF 250,-) chacun e."

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de procéder à la mise en liquidation de la société avec effet immédiat.

#### *Sixième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de nommer en qualité de liquidateur unique de la société: Monsieur Hans-Peter JENNI, avocat, demeurant Nicolaïdes Street, 29/203, CY-8011, Paphos, Chypre.

#### *Septième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide d'investir le liquidateur des pouvoirs suivants:

- le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 et suivants des lois coordonnées sur les sociétés commerciales telles que modifiées.

- le liquidateur peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans avoir à recourir à l'autorisation de l'assemblée générale des actionnaires dans les cas où elle est requise.

- le liquidateur est dispensé de passer inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

- le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de leurs pouvoirs qu'il détermine.

*Huitième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de donner décharge pleine et entière aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leurs mandats jusqu'à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la Société, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: C. BLONDEAU, Q. ABSIL, C. DETREMBLEUR, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 décembre 2010. Relation: EAC/2010/16341. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011026501/112.

(110032195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

**CR Acoustique & Design S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8011 Strassen, 295, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 91.800.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 4 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011046501/10.

(110052524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**Creative Art Collection s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6750 Grevenmacher, 9, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 43.280.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 4 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011046502/10.

(110052525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**Crescendo Family Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 88.313.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011046504/10.

(110052899) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**X-Power Nutrition S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1953 Luxembourg, 14, rue Abbé François Lascombes.

R.C.S. Luxembourg B 159.023.

STATUTS

L'an deux mille onze, le onze février,

Par devant Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Comparaissent:

1) Monsieur Antonio Carlos ALVES PEREIRA, né à Porto (Portugal) le 3 novembre 1975, demeurant à L-1953 Luxembourg, 14, rue Abbé François Lascombes.

2) Monsieur Joaquim José RODRIGUES ALMEIDA, né à Guarda (Portugal) le 26 septembre 1987, demeurant à L-1133 Luxembourg, 17, rue des Ardenes. Lesquels fondateurs ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

### **Dénomination - Siège - Objet - Durée.**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents statuts et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur, notamment par celles du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, du 18 septembre 1933 sur les sociétés à responsabilité limitée et du 28 décembre 1992 sur les sociétés unipersonnelles, telles que modifiées, ainsi que par les présents statuts.

A tout moment, la Société peut adopter une autre forme et le fait qu'elle ne comporte le cas échéant qu'un seul associé n'occasionnera en aucun cas sa dissolution.

**Art. 2.** La dénomination de la société sera "X-POWER NUTRITION S.à r.l."

**Art. 3.** La société a pour objet le commerce électronique en incluant toutes prestations de service et de conseil s'y rattachant directement ou indirectement pourvu qu'elles soient connexes et accessoires et non dans l'attribution d'une profession spécialement réglementée par la loi.

Elle peut en outre exercer tout autre commerce quelconque pourvu que celui-ci ne soit pas spécialement réglementé et à condition que l'assemblée générale ait préalablement donné son accord.

Elle pourra accomplir tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, tous actes, toutes opérations financières, industrielles, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à son objet social et permettant d'en faciliter la réalisation.

La société peut s'intéresser par toutes voies dans toutes entreprises ou sociétés ayant un objet identique, analogue similaire ou connexe, et en vue de favoriser le développement des participations ainsi créées, peut leur apporter tout soutien financier ou sa caution.

**Art. 4.** Le siège social est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales, au Luxembourg et à l'étranger.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'Assemblée Générale des Associés statuant à la majorité qualifiée prescrite à l'article 15 ci-après.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des associés statuant à la majorité qualifiée prescrite à l'article 15 ci-après.

Pendant un délai de trois mois, les parts sociales du défunt peuvent être acquises, soit par les associés, soit par un tiers agréé par eux(dont l'héritier), soit par la société elle-même.

Le prix de rachat des parts sociales se calcule par les soins de la gérance sur la base du bilan moyen des trois dernières années et, si la société ne compte pas trois exercices, sur la base du bilan de la dernière ou de ceux des deux dernières années.

S'il n'a pas été distribué de bénéfice, ou s'il n'intervient pas d'accord sur l'application des bases de rachat indiquées par l'alinéa précédent, le prix sera fixé, en cas de désaccord, par les tribunaux.

L'exercice des droits afférents aux parts sociales du défunt est suspendu jusqu'à ce que le transfert de ces droits soit opposable à la société.

### **Capital - Parts sociales**

**Art. 8.** Le capital social est fixé à €12.500,-(douze mille cinq cents euros), représenté par 100 (cent) parts sociales de €125,-(cent vingt-cinq euros) chacune.

**Art. 9.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée qu'avec l'agrément donné par décision de l'Assemblée Générale des Associés statuant à la majorité qualifiée prescrite à l'article 15 ci-après.

Les cessions de parts sociales doivent être constatées par un acte notarié ou un acte sous seing privé.

Lorsque la société comporte plus d'un associé, les cessions ne sont opposables à la société et aux tiers qu'après qu'elles ont été signifiées à la société ou acceptées par elle dans un acte notarié conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

Les parts sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

### Gérance

**Art. 10.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, dont obligatoirement au moins un gérant technique dûment autorisé par le Ministère des Classes Moyennes, du Tourisme et du Logement à exercer les activités décrites dans l'objet social.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution des associés titulaires de la majorité des votes.

La société sera engagée par la signature conjointe du gérant administratif et du gérant technique.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

**Art. 12.** Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

**Art. 13.** En cas de gérance unique, les décisions du gérant seront consignées par écrit, déposées et publiées s'il échet, et conservées au siège. S'ils sont plusieurs, les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme ou courrier électronique un autre gérant pour le représenter.

Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les gérants, produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil de gérance.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

### Décisions des associés

**Art. 14.** Les décisions des associés sont prises en assemblées générales ordinaires ou extraordinaires.

Les associés se réuniront en assemblée générale ordinaire au moins une fois par an, sur convocation de la gérance, aux fins notamment de délibérer et statuer sur l'affectation des résultats de l'exercice.

**Art. 15.** Pour toutes assemblées générales, tant ordinaires qu'extraordinaires, les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises comme suit:

- quorum de présence: devront être présents ou représentés les associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettres recommandées (pour se tenir endéans le mois).

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées quelle que soit la portion du capital représenté.

- quorum de vote: les décisions seront prises à la majorité des trois-quarts des voix admises au vote.

Toutefois, les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la société.

En outre, dans aucun cas la majorité ne peut obliger un des associés à augmenter sa part sociale.

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Un associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 relatives aux sociétés à responsabilité limitée.

Il s'ensuit que toutes décisions qui excèdent les pouvoirs reconnus aux gérants sont prises par l'associé unique.

## Exercice social - Comptes annuels

**Art. 16.** L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

**Art. 17.** Chaque année, avec effet au 31 décembre, la gérance établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes actives et passives, avec une annexe contenant en résumé tous ses engagements, ainsi que les dettes des gérants et associés envers la société.

Au même moment la gérance préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée ensemble avec le bilan.

**Art. 18.** Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

**Art. 19.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale. Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net est distribué entre les associés.

Néanmoins, les associés peuvent, à la majorité prévue par la loi, décider qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

## Dissolution - Liquidation

**Art. 20.** Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au pro rata de leur participation dans le capital de la Société.

## Loi applicable

**Art. 21.** Les lois mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, ainsi que leurs modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'est pas dérogé par les présents statuts.

## Souscription - Libération

Les 100 parts sociales représentant l'intégralité du capital social ont toutes été souscrites comme suit:

1) M. ALVES PEREIRA: . . . . .	50 parts sociales
2) M. RODRIGUES ALMEIDA: . . . . .	50 parts sociales
Total . . . . .	100 parts sociales

et été intégralement libérées par des versements en numéraire, de sorte que la somme de €12.500,-(douze mille cinq cents euros) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

## Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille deux cents Euros.

## Assemblée générale

Immédiatement après la constitution de la Société, les fondateurs précités ont pris les résolutions suivantes:

## Dispositions transitoires

Exceptionnellement le premier exercice commencera le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2011.

## Nominations

Sont nommés gérants pour une durée indéterminée:

- Monsieur Antonio Carlos ALVES PEREIRA, né à Porto (Portugal) le 3 novembre 1975, demeurant à L-1953 Luxembourg, 14, rue Abbé François Lascombes. Gérant administratif

- Monsieur Joaquim José RODRIGUES ALMEIDA, né à Guarda (Portugal) le 26 septembre 1987, demeurant à L-1133 Luxembourg, 17, rue des Ardenes. Gérant technique

## Adresse du siège social

Le siège social de la Société est établi à L-1953 Luxembourg, 14, rue Abbé François Lascombes

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ils ont signé avec nous notaire la présente minute.



Signé: A.C. ALVES PEREIRA, J.J. RODRIGUES ALMEIDA, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 16 février 2011. Relation: LAC/2011/7732. Reçu soixante-quinze euros (75,-€).

Le Releveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 23 février 2011.

Référence de publication: 2011026792/172.

(110032425) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

**DD Publishing S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 83.316.

—  
Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011046506/10.

(110052199) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

---

**Décor d'Intérieur Eischen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4621 Differdange, 51, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 21.875.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011046508/10.

(110052694) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

---

**Eurocity 2 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 81.443.

—  
L'an deux mille dix, le vingt neuf décembre,

Par devant nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Eurocity 2 S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 81.443, ayant son siège social à L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy (ci-après la «Société»), constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 29 mars 2001, publié au Mémorial C numéro 953 du 2 novembre 2001, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 1<sup>er</sup> mars 2005 et publié au Mémorial C numéro 740 le 26 juillet 2005.

L'assemblée est déclarée ouverte à 15.05 heures sous la présidence de Monsieur Jeff FELLER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, (le «Président»), qui désigne comme secrétaire Madame Cristiana SCHMIT, employée demeurant professionnellement à Junglinster.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le bureau ainsi constitué, le Président a exposé et prié le notaire instrumentant d'acter:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1. Constat que Opalus S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro

B 132.797, ayant son siège social à L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy (ci-après la «Société Absorbante»), constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 17 octobre 2007, publié au Mémorial C numéro 2652 du 20 novembre 2007, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés, est l'actionnaire unique de la Société (ci-après également la «Société Absorbée»).

2. Examen et approbation, sur présentation des documents prescrits par l'article 267 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), du projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante arrêté par acte du notaire soussigné en date du 16 novembre 2010, publié au Mémorial C numéro



2530 du 22 novembre 2010, modifié par acte du 18 décembre 2010, publié au mémorial C numéro 2551 du 24 novembre 2010.

3. Décision de fusionner la Société Absorbée par voie d'absorption par la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 et suivants de la Loi sans émission d'actions nouvelles de la Société Absorbante, étant entendu que (i) toutes les actions de la Société Absorbée seront annulées suite au transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, rien excepté, ni réservé, au jour de la réalisation de cette fusion entraînant la dissolution automatique de la Société Absorbée, laquelle dissolution ne sera suivie d'aucune opération de liquidation, et (ii) la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 30 novembre 2010.

4. Reconnaissance que la fusion sera définitivement réalisée suite à la décision concordante par l'actionnaire de la Société Absorbante.

5. Délégation de pouvoirs.

6. Divers.

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants resteront pareillement annexées aux présentes.

(iv) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

(v) Que la présente assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'assemblée générale CONSTATE que la Société Absorbante est devenu l'actionnaire unique de la Société Absorbée en vertu d'un contrat de cession daté du 15 novembre 2010.

#### *Deuxième résolution*

L'assemblée générale DÉCIDE d'approuver, après examen des documents prescrits par l'article 267 de la Loi, le projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante arrêté par acte du notaire soussigné en date du 16 novembre 2010 et publié au Mémorial C numéro 2529 du 22 novembre 2010, modifié par acte du 18 décembre 2010, publié au mémorial C numéro 2551 du 24 novembre 2010.

#### *Troisième résolution*

L'assemblée générale DÉCIDE de fusionner la Société Absorbée par voie d'absorption par la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 et suivants de la Loi sans émission d'actions nouvelles de la Société Absorbante, étant entendu que (i) toutes les actions de la Société Absorbée seront annulées suite au transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, rien excepté, ni réservé, au jour de la réalisation de cette fusion entraînant la dissolution automatique de la Société Absorbée, laquelle dissolution ne sera suivie d'aucune opération de liquidation, et (ii) la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 30 novembre 2010.

#### *Quatrième résolution*

L'assemblée générale RECONNAIT que la fusion sera définitivement réalisée suite à la décision concordante par l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante.

L'assemblée générale RECONNAIT de surcroît que la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 30 novembre 2010.

#### *Cinquième résolution*

L'assemblée générale DÉCIDE de déléguer tous pouvoirs à (i) deux administrateurs de la société Olos Management S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.333, et ayant son siège social à L-2370 Howald (Hesperange), 1, rue Peterelchen, Grand-Duché de Luxembourg, agissant conjointement, et (ii) un administrateur de la société Olos Management S.A., précitée, agissant conjointement avec soit Monsieur Daniel Gillard, demeurant professionnellement à L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser, soit Monsieur Marc Streibel, demeurant professionnellement à L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser, pour faire tout ce qui est nécessaire ou utile en vue de la mise en oeuvre des résolutions précédentes, y compris la passation de tous les actes nécessaires au transfert d'actifs et de passifs tels que décidés en vertu des susdites résolutions.

47914

*Déclaration*

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271(2) de la Loi l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société Absorbée et du projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites du présent acte sont estimés à 1.300,- EUR.

Dont acte fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: Jeff FELLER, Cristina SCHMIT, Max MAYER, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 07 janvier 2011. Relation GRE/2011/173. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME

Junglinster, le 22 février 2011.

Référence de publication: 2011026584/98.

(110031882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

**Defoule Prod S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 79.129.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DEFOULE PROD S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2011046510/11.

(110052893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

---

**Dela Investments Luxembourg, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 84.620.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2011046512/10.

(110052139) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

---

**Fit By S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4210 Esch-sur-Alzette, 65, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 124.038.

---

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société*

Fiduciaire V V B M

Experts comptables et fiscaux

Signature

Référence de publication: 2011046579/13.

(110052152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

---

**Diamond Ré, Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 28.561.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2011046514/10.

(110052638) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**Diedling S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6440 Echternach, 2, rue de la Gare.  
R.C.S. Luxembourg B 102.062.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Echternach, le 4 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011046515/10.

(110052523) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**Brandotex Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 55, avenue de la Liberté.  
R.C.S. Luxembourg B 53.553.

L'an deux mille dix, le vingt-huit décembre.

Par devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "BRANDOTEX PARTICIPATIONS SA", ayant son siège social au 55 avenue de la liberté L-1931 Luxembourg, R.C. Luxembourg section B numéro 53553, constituée suivant acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, le 8 janvier 1996, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, du 25 janvier 1996,

L'assemblée est présidée par Régis Galiotto, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

Le président désigne comme secrétaire Solange Wolter, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Eddy DÔME, expert-comptable avec adresse professionnelle au 43, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Il résulte de la dite liste de présence que les 3 710 actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour qui a été préalablement porté à la connaissance des actionnaires.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1.- Démission des administrateurs actuellement en fonction et décharge leur est accordée pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

2.- Démission du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge lui accordée pour l'exécution de son mandat jusqu'à ce jour.

3.- Transfert du siège social et de l'établissement principal du Grand-Duché de Luxembourg, L-1931 Luxembourg, 55 avenue de la liberté au Largo Don Giulio Rusconi 9, 20017 Rho (MI), Italie et adoption de la nationalité italienne.

4.- Approbation de la situation comptable intérimaire au 12 novembre 2010 qui constituera le bilan d'ouverture de la société italienne.

5.- Modification de la dénomination sociale en "TREND SARL".

6.- Fixation du nombre d'administrateur à 1.

7.- Autorisation à conférer à l'administrateur unique d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'exécuter et de fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Milan, ainsi

qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg afin d'assurer la continuation de la société en tant que société de droit italien et la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.

8.- Refonte complète des statuts de la société pour les adapter à la législation italienne et transformation de la SA en société à responsabilité de droit italien.

9.- Soumission des décisions proposées à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par le Ministère des Finances italien ou toute autre instance compétente.

10.- divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution:*

L'assemblée constate et décide d'accepter la démission des administrateurs Messieurs STOKES Matthew Charles, Mme COCKSEGE Brenda Patricia, Mr RODRIGUEZ BERNAL Roberto et nomme Monsieur Andrea AIRAGHI, administrateur de société, demeurant à Via Brembo 18, 20020 Lainate (MI), Italie, comme administrateur unique.

*Deuxième résolution:*

L'assemblée constate et décide d'accepter la démission du Commissaire aux comptes FIRI TREUHAND G.M.B.H.

*Troisième résolution:*

L'assemblée décide de donner entière décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes démissionnaires.

*Quatrième résolution:*

L'Assemblée décide, à l'unanimité, de changer la nationalité de la Société en adoptant la nationalité italienne et de transférer le siège social et l'établissement principal de la Société du Grand-Duché de Luxembourg, L-1931 Luxembourg, 55 avenue de la liberté au Largo Don Giulio Rusconi 9, 20017 Rho (MI), Italie.

L'Assemblée constate qu'aucun emprunt obligataire n'a été émis par la Société et que dès lors aucun accord des obligataires n'est requis en rapport avec les changements envisagés.

Elle constate en outre qu'aucune action sans droit de vote n'a été émise par la Société.

Elle constate également que le transfert du siège social en Italie et le changement de nationalité de la Société n'aura en aucun cas pour effet, ni sur le plan fiscal ni sur le plan légal, la constitution d'une nouvelle société et l'Assemblée constate que cette résolution est prise en conformité avec l'article 199 de la loi du 10 août 1915, sur les sociétés commerciales, telle qu'elle a été modifiée, ainsi qu'avec la Directive du Conseil de la CEE du 17 juillet 1969 no. 335 et les dispositions des articles 4 et 50 du DPR du 26 avril 1986, numéro 131 et toutes dispositions concernées.

*Cinquième résolution:*

L'assemblée décide d'approuver les bilans et compte de profits et pertes de clôture au 12 novembre 2010

*Sixième résolution:*

L'assemblée décide de conférer à l'administrateur unique, M. Andrea AIRAGHI, prénommé, l'autorisation d'entreprendre toute procédure nécessaire et d'exécuter et de fournir tout document nécessaire au Ministère des Finances et au Registre de Commerce et des Sociétés de Milan, ainsi qu'au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg et généralement toute administration qui pourrait être concernée, afin d'assurer d'une part la continuation de la société en tant que société de droit italien et d'autre part la cessation de la société en tant que société de droit luxembourgeois.

Tous pouvoirs sont en outre conférés au porteur d'une expédition des présentes à l'effet de radier l'inscription de la société au Luxembourg sur base de la preuve de l'inscription de la société en Italie.

Tous documents relatifs à la société au Grand-Duché de Luxembourg pourront, pendant une période de cinq ans, être obtenus à son ancien siège social à Luxembourg.

*Septième résolution:*

L'assemblée adopte une nouvelle

dénomination sociale "TREND SRL" et décide de procéder à une refonte complète des statuts de la société pour les mettre en concordance avec la législation italienne sur les sociétés à responsabilité limitée et de les arrêter comme ci-après:

**Statuto di societa' a responsabilita' limitata**

**Art. 1. Denominazione.**

1.1. La società è denominata:

" TREND S.R.L."

**Art. 2. Oggetto.** La società ha per oggetto sociale le seguenti attività:

- L'assunzione di partecipazioni in altre società od enti costituiti o costituendi, il finanziamento ed il coordinamento tecnico e finanziario delle società od enti nei quali partecipa, la compravendita, il possesso e la gestione di titoli pubblici e privati, il tutto non nei confronti del pubblico.

- La promozione, la partecipazione, il coordinamento e la gestione di operazioni ed investimenti nel settore immobiliare; l'acquisto, vendita e permuta, la costruzione, in proprio e/o terzi, la ristrutturazione, la locazione, purché non finanziaria, la conduzione di beni immobili di ogni genere, sia rustici che urbani, civili e industriali.

- Il commercio all'ingrosso, al minuto e nelle altre forme previste dalla legge, di articoli di abbigliamento e accessori.

- la concessione in uso, locazione, affitto e noleggio di beni mobili di qualsiasi natura, ivi compreso la locazione di aziende e di rami aziendali.

- la prestazione di servizi di elaborazione dati contabili e amministrativi per conto terzi, con esclusione delle attività riservate agli iscritti negli appositi albi professionali.

- la predisposizione, l'attuazione e la vendita di servizi di marketing, l'organizzazione di servizi di pubblicità e pubbliche relazioni, l'organizzazione di convegni e conferenze.

Per il conseguimento dell'oggetto sociale la società potrà compiere ogni operazione di carattere commerciale, immobiliare, mobiliare e finanziario, ivi compresa l'assunzione di mutui e finanziamenti, la prestazione di avalli, fidejussioni e garanzie, anche reali, con esclusione della raccolta di risparmio presso il pubblico.

**Art. 3. Sede.**

3.1. La società ha sede legale in Rho, Largo Don Giulio Rusconi n. 9.

3.2. Nelle forme di legge potranno essere istituite sedi secondarie, filiali, succursali e unità locali.

**Art. 4. Durata.**

4.1. La durata della società è stabilita sino al 31 (trentuno) dicembre 2100 (duemilacent) e può essere prorogata a norma di legge.

**Art. 5. Capitale.**

5.1. Il capitale sociale è di euro 91'968.50 Euro.

5.2. La società potrà acquisire dai soci versamenti e finanziamenti, a titolo oneroso o gratuito, con o senza obbligo di rimborso, nel rispetto delle normative vigenti, con particolare riferimento a quelle che regolano la raccolta di risparmio tra il pubblico.

5.3. La società potrà inoltre emettere titoli di debito ai sensi dell'articolo 2483 del Codice Civile. La relativa decisione dovrà essere adottata dai soci con le maggioranze previste per la modificazione dell'atto costitutivo. La decisione di emissione di titoli di debito dovrà prevedere le condizioni del prestito e le modalità del rimborso e dovrà essere iscritta a cura dell'organo amministrativo nel Registro delle Imprese; la decisione potrà inoltre prevedere che la società possa modificare, con altra decisione dei soci da assumersi con le medesime maggioranze, le condizioni del prestito, purché vi sia il consenso della maggioranza dei possessori di titoli di debito attinenti al prestito di cui si intendono modificare le condizioni.

**Art. 6. Domiciliazione.**

6.1. Il domicilio dei soci, degli amministratori, dei sindaci e del revisore, se nominati, per i loro rapporti con la società, è quello che risulta dai libri sociali.

**Art. 7. Trasferimento delle partecipazioni per atto tra vivi.**

7.1. I trasferimenti delle partecipazioni sono soggetti alla seguente disciplina.

7.1.1. Per "partecipazione" (o "partecipazioni") si intende la partecipazione di capitale spettante a ciascun socio ovvero parte di essa in caso di trasferimento parziale.

7.1.2. Il concetto di "partecipazione" deve intendersi comprensivo anche dei diritti di sottoscrizione alla stessa pertinenti.

7.1.3. Per "trasferimento" si intende il trasferimento per atto tra vivi.

7.1.4. Nella dizione "trasferimento per atto tra vivi" s'intendono compresi tutti i negozi di alienazione, nella più ampia accezione del termine e quindi, oltre alla vendita, a puro titolo esemplificativo, i contratti di permuta, conferimento, dazione in pagamento, trasferimento del mandato fiduciario e donazione. In tutti i casi in cui la natura del negozio non preveda un corrispettivo ovvero il corrispettivo sia diverso dal denaro, i soci acquisteranno la partecipazione versando all'offerente la somma determinata di comune accordo o, in mancanza di accordo, dall'arbitratore, come meglio specificato nel presente articolo.

7.1.5. L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto disposto dal presente articolo.

7.1.6. Nell'ipotesi di trasferimento compiuto senza l'osservanza di quanto di seguito prescritto, l'acquirente non avrà diritto di essere iscritto nel libro dei soci, non sarà legittimato all'esercizio del voto e degli altri diritti amministrativi e non potrà alienare la partecipazione con effetto verso la società.

7.2. Le partecipazioni sono divisibili.

7.3. In ogni caso di trasferimento delle partecipazioni, ai soci regolarmente iscritti a libro dei soci spetta il diritto di prelazione per l'acquisto.

7.4. Il socio che intende trasferire la propria partecipazione dovrà comunicare la propria offerta a mezzo lettera raccomandata a mani o con avviso di ricevimento agli altri soci, al domicilio risultante dal libro dei soci; l'offerta deve contenere le generalità del cessionario e le condizioni della cessione, fra le quali, in particolare, il prezzo e le modalità di pagamento.

I soci destinatari della comunicazione, entro trenta giorni dal ricevimento della raccomandata, avranno la facoltà di esercitare il diritto di prelazione con le seguenti modalità:

a) ogni socio interessato all'acquisto deve far pervenire al socio alienante la dichiarazione di esercizio della prelazione con lettera raccomandata consegnata a mani del socio alienante o consegnata alle poste (o ad altro servizio equivalente, munito del servizio di avviso di ricezione) non oltre trenta giorni dalla data di ricevimento della comunicazione da parte socio alienante;

b) la partecipazione dovrà essere trasferita entro trenta giorni dalla data in cui sarà pervenuta l'ultima delle dichiarazioni di esercizio della prelazione da parte dei soci. Spetterà agli acquirenti, nel rispetto del suddetto termine, fissare la data del trasferimento e designare il notaio incaricato a tal fine.

7.5. Nell'ipotesi di esercizio del diritto di prelazione da parte di più di un socio, la partecipazione offerta spetterà ai soci interessati in proporzione al valore nominale della partecipazione da ciascuno di essi posseduta.

7.6. Se qualcuno degli aventi diritto alla prelazione non possa o non voglia esercitarla, il diritto a lui spettante si accresce automaticamente e proporzionalmente a favore di quei soci che, viceversa, intendono valersene e che non vi abbiano espressamente e preventivamente rinunciato all'atto dell'esercizio della prelazione loro spettante.

7.7. Qualora nella comunicazione sia indicato come acquirente un soggetto già socio, anche a lui è riconosciuto il diritto di esercitare la prelazione in concorso con gli altri soci.

7.8. La comunicazione dell'intenzione di trasferire la partecipazione formulata con le modalità indicate equivale a proposta contrattuale ai sensi dell'articolo 1326 c.c.. Pertanto il contratto si intenderà concluso nel momento in cui chi ha effettuato la comunicazione viene a conoscenza della accettazione dell'altra parte. Da tale momento, il socio cedente è obbligato a concordare con il cessionario la ripetizione del negozio in forma idonea all'iscrizione nel Registro delle Imprese e nel Libro dei Soci, con contestuale pagamento del prezzo come indicato nella comunicazione.

7.9. La prelazione deve essere esercitata per il prezzo indicato dall'offerente.

7.10. Qualora il prezzo richiesto sia ritenuto eccessivo da uno qualsiasi dei soci che abbia manifestato nei termini e nelle forme di cui sopra la volontà di esercitare la prelazione, il prezzo della cessione sarà determinato dalle parti di comune accordo tra loro.

Qualora non fosse raggiunto alcun accordo, le parti provvederanno alla nomina di un unico arbitratore che stabilirà il prezzo di cessione con criteri equi ed obiettivi.

In caso di mancato accordo sulla nomina dell'unico arbitratore, esso sarà nominato dal Presidente della Camera di Commercio nella cui circoscrizione ha sede la società su richiesta della parte più diligente.

7.11. Il diritto di prelazione dovrà essere esercitato per l'intera partecipazione offerta, poichè tale è l'oggetto della proposta formulata dal socio offerente; qualora nessun socio intenda acquistare la partecipazione offerta ovvero il diritto sia esercitato solo per parte di essa, il socio alienante sarà libero di trasferire l'intera partecipazione all'acquirente indicato nella comunicazione entro trenta giorni dal giorno di ricevimento dell'ultima comunicazione da parte degli altri soci.

7.12. Qualora la prelazione non sia esercitata nei termini sopra indicati per la totalità della partecipazione offerta, il socio offerente, ove non intenda accettare l'esercizio della prelazione limitato ad una parte della partecipazione stessa, sarà libero di trasferire l'intera partecipazione all'acquirente indicato nella comunicazione entro trenta giorni dalla data di ricevimento dell'ultima comunicazione da parte dei soci, ovvero, ove accetti l'esercizio della prelazione per parte della partecipazione offerta, potrà entro lo stesso termine di 30 giorni trasferire tale parte di partecipazione ai soci che hanno esercitato la prelazione, alle condizioni che saranno concordate con gli stessi.

Ove il trasferimento ai soci non si verifichi nel termine suindicato, il socio offerente dovrà nuovamente conformarsi alle disposizioni di questo articolo.

7.13. Per la costituzione di diritti reali limitati (tra cui usufrutto e pegno) sulla partecipazione, occorrerà il preventivo consenso scritto di tutti i soci; in mancanza di tale consenso, troverà applicazione quanto disposto dal presente articolo in tema di inosservanza del diritto di prelazione.

7.14. Nel caso di vendita congiunta di partecipazioni da parte di più soci, la prelazione dovrà considerarsi efficacemente esercitata solo se avrà ad oggetto tutte le partecipazioni poste in vendita.

**Art. 8. Morte del socio.** Le quote sono trasferibili per successione a causa di morte.

**Art. 9. Recesso.**

9.1. Il diritto di recesso spetta in tutti i casi previsti dalla legge, ed in particolare ai soci che non hanno consentito:

a) al cambiamento dell'oggetto sociale;

- b) al cambiamento del tipo di società;
- c) alla fusione o alla scissione della società;
- d) alla revoca dello stato di liquidazione;
- e) al trasferimento della sede sociale all'estero;
- f) alla eliminazione di una o più cause di recesso previste dallo statuto sociale;
- g) al compimento di operazioni che determinano una sostanziale modificazione dell'oggetto sociale determinato nello statuto;
- h) al compimento di operazioni che determinano una rilevante modificazione dei diritti attribuiti ai soci a norma dell'articolo 2468, quarto comma, del Codice Civile.

9.2. Il socio che intende recedere dalla società deve darne comunicazione all'organo amministrativo mediante lettera raccomandata con avviso di ricevimento.

9.3. La raccomandata deve essere inviata entro trenta giorni dall'iscrizione nel registro imprese o, se non prevista, dalla trascrizione nel libro delle decisioni dei soci della decisione che lo legittima, con l'indicazione delle generalità del socio recedente e del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento.

9.4. Se il fatto che legittima il recesso è diverso da una decisione, esso può essere esercitato non oltre trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio.

9.5. L'organo amministrativo è tenuto a comunicare ai soci i fatti che possono dare luogo all'esercizio del recesso entro trenta giorni dalla data in cui ne è venuto esso stesso a conoscenza.

9.6. Il recesso si intende esercitato il giorno in cui la comunicazione è pervenuta alla sede della società. Dell'avvenuto esercizio del diritto di recesso deve essere fatta annotazione nel libro dei soci.

9.7. Le partecipazioni saranno rimborsate al socio in proporzione del patrimonio sociale.

Il patrimonio della società è determinato dall'organo amministrativo, sentito il parere dei sindaci e del revisore, se nominati, tenendo conto del valore di mercato della partecipazione riferito al momento di efficacia del recesso determinato ai sensi del presente articolo.

Ai fini della determinazione del valore di mercato occorre aver riguardo alla consistenza patrimoniale della società e alle sue prospettive reddituali.

9.8. In caso di disaccordo, la valutazione delle partecipazioni, secondo i criteri sopra indicati, è effettuata, tramite relazione giurata, da un esperto nominato dal Tribunale nella cui circoscrizione si trova la sede della società, che provvede anche sulle spese, su istanza della parte più diligente. Si applica il primo comma dell'articolo 1349 c.c..

9.9. Il rimborso delle partecipazioni deve essere eseguito entro sei mesi dall'evento dal quale consegue il recesso.

Il rimborso può avvenire mediante acquisto da parte degli altri soci proporzionalmente alle loro partecipazioni o da parte di un terzo concordemente individuato dai soci medesimi.

Qualora ciò non avvenga, il rimborso è effettuato utilizzando riserve disponibili o in mancanza riducendo il capitale sociale corrispondentemente. In questo ultimo caso si applica l'articolo 2482 c.c., e qualora sulla base di esso non risulti possibile il rimborso della partecipazione del socio receduto, la società si scioglie ai sensi dell'articolo 2484, comma primo n.5 c.c.

#### **Art. 10. Unico socio.**

10.1. Quando l'intera partecipazione appartiene ad un solo socio o muta la persona dell'unico socio, gli amministratori devono effettuare gli adempimenti previsti ai sensi dell'articolo 2470 c.c.

10.2. Quando si costituisce o ricostituisce la pluralità dei soci, gli amministratori devono depositare la relativa dichiarazione per l'iscrizione nel registro delle imprese.

10.3. L'unico socio o colui che cessa di essere tale può provvedere alla pubblicità prevista nei commi precedenti.

Le dichiarazioni degli amministratori devono essere riportate, entro trenta giorni dall'iscrizione, nel libro dei soci e devono indicare la data di tale iscrizione.

#### **Art. 11. Soggezione ad attività di direzione e controllo.**

11.1. La società deve indicare l'eventuale propria soggezione all'altrui attività di direzione e coordinamento negli atti e nella corrispondenza, nonché mediante iscrizione, a cura degli amministratori, presso la sezione del registro delle imprese di cui all'articolo 2497-bis, comma secondo c.c.

#### **Art. 12. Amministratori.**

12.1. La società può essere amministrata, alternativamente, su decisione dei soci in sede di nomina:

- da un amministratore unico;
- da un consiglio di amministrazione composto da un numero di membri compreso tra due e sette, secondo il numero determinato dai soci al momento della nomina.

12.2. Gli amministratori possono essere anche non soci.

12.3. Non si applica agli amministratori il divieto di concorrenza di cui all'articolo 2390 c.c., salvo diversa delibera all'atto della nomina.



**Art. 13. Durata della carica, Revoca, Cessazione.**

13.1. Gli amministratori restano in carica fino a revoca o dimissioni o per il periodo determinato dai soci al momento della nomina.

13.2. Gli amministratori sono rieleggibili.

13.3. Salvo quanto previsto al successivo comma, se nel corso dell'esercizio vengono a mancare uno o più amministratori (purché non rappresentino la metà degli amministratori, in caso di numero pari, o la maggioranza degli stessi, in caso di numero dispari) gli altri provvedono a sostituirli; gli amministratori così nominati restano in carica sino alla prossima assemblea.

13.4. Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione, se per qualsiasi causa viene meno la metà dei consiglieri, in caso di numero pari, o la maggioranza degli stessi, in caso di numero dispari, decade l'intero consiglio di amministrazione.

Nel caso di consiglio di amministrazione composto di due membri, l'eventuale disaccordo circa la revoca di un amministratore delegato determinerà la decadenza dell'intero organo amministrativo.

Il collegio sindacale, se nominato, oppure - in caso contrario - gli altri consiglieri devono, entro 30 giorni, sottoporre alla decisione dei soci la nomina del nuovo organo amministrativo; nel frattempo possono compiere solo le operazioni di ordinaria amministrazione.

**Art. 14. Presidente del Consiglio di Amministrazione.**

14.1. Qualora non vi abbiano provveduto i soci al momento della nomina, il consiglio di amministrazione elegge fra i suoi membri un presidente.

**Art. 15. Adunanze del consiglio di amministrazione.**

15.1. Il consiglio di amministrazione deve deliberare in adunanza collegiale.

15.2. In questo caso il presidente convoca il consiglio di amministrazione, ne fissa l'ordine del giorno, ne coordina i lavori e provvede affinché tutti gli amministratori siano adeguatamente informati sulle materie da trattare.

15.3. La convocazione avviene mediante avviso spedito a tutti gli amministratori, sindaci effettivi e revisore, se nominati, con raccomandata a mani o con avviso di ricevimento, fax o messaggio di posta elettronica, almeno tre giorni prima dell'adunanza e, in caso di urgenza, almeno un giorno prima. Nell'avviso vengono fissati la data, il luogo e l'ora della riunione, nonché l'ordine del giorno. In caso di convocazione con mezzi diversi dalla lettera raccomandata, il soggetto destinatario dell'avviso deve rispondere con le stesse modalità confermando il ricevimento della convocazione. Tanto l'avviso quanto il messaggio di risposta saranno conservati su base cartacea agli atti sociali.

15.4. Il consiglio si raduna presso la sede sociale o anche altrove, purché in Italia, o nel territorio di un altro stato membro dell'Unione Europea.

15.5. Le adunanze del consiglio e le sue deliberazioni sono valide, anche senza convocazione formale, quando intervengono tutti i consiglieri in carica ed i sindaci effettivi, se nominati.

15.6. Le riunioni del consiglio di amministrazione si possono svolgere anche tramite mezzi di telecomunicazione, alle seguenti condizioni di cui si darà atto nei relativi verbali:

- a. che sia consentita l'individuazione di tutti i partecipanti in ciascun luogo del collegamento;
- b. che si verifichi la presenza nello stesso luogo di chi presiede e del segretario della riunione;
- c. che vi sia la possibilità per ciascuno dei partecipanti alla riunione di intervenire, di colloquiare ed esprimere oralmente il proprio parere, di visionare, di ricevere e trasmettere atti e documenti in genere, assicurando contestualità di esame e di decisione deliberativa.

Nel caso di collegamento secondo le tipologie anzidette, la riunione del consiglio di amministrazione si ritiene tenuta nel luogo in cui si trovano il presidente e il segretario della riunione consiliare. Gli interventi a distanza debbono essere registrati; la registrazione deve essere conservata fino al momento di approvazione del verbale della riunione.

15.7. Per la validità delle deliberazioni del consiglio di amministrazione si richiede la presenza effettiva della maggioranza dei suoi membri in carica; le deliberazioni sono prese con la maggioranza assoluta dei voti dei presenti.

15.8. Delle deliberazioni della seduta si redigerà un verbale firmato dal presidente e dal segretario, se nominato, che dovrà essere trascritto nel libro delle decisioni degli amministratori.

**Art. 16. Poteri dell'organo amministrativo.**

16.1. Il consiglio di amministrazione è investito dei più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della società, ed ha facoltà di compiere tutti gli atti che ritenga opportuni per l'attuazione ed il raggiungimento degli scopi sociali, esclusi soltanto quelli che la legge, in modo tassativo, riserva alle decisioni dei soci. L'amministratore unico è investito dei poteri conferitigli all'atto della nomina.

16.2. Nel caso di nomina del consiglio di amministrazione, questo può delegare tutti o parte dei suoi poteri ad un comitato esecutivo composto da alcuni dei suoi componenti, ovvero ad uno o più dei suoi componenti, anche disgiuntamente. In questo caso si applicano le disposizioni contenute nei commi terzo, quinto e sesto dell'articolo 2381 c.c. Non possono essere delegate le attribuzioni indicate nell'articolo 2475, comma quinto c.c.

16.3. Possono essere nominati direttori, institori o procuratori per il compimento di determinati atti o categorie di atti, determinandone i poteri.

**Art. 17. Rappresentanza.**

17.1. L'amministratore unico ha la rappresentanza della società.

17.2. In caso di nomina del consiglio di amministrazione, la rappresentanza della società spetta al presidente del consiglio di amministrazione ed ai singoli consiglieri delegati, se nominati, entro i limiti delle materie oggetto della delega.

17.3. La rappresentanza della società spetta anche ai direttori, agli institori e ai procuratori, nei limiti dei poteri loro conferiti nell'atto di nomina.

17.4. La rappresentanza della società in liquidazione spetta al liquidatore o al presidente del collegio dei liquidatori e agli eventuali altri componenti il collegio di liquidazione con le modalità e i limiti stabiliti in sede di nomina.

**Art. 18. Compensi degli amministratori.**

18.1. Agli amministratori spetta il rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio.

18.2. I soci possono inoltre assegnare agli amministratori un'indennità annuale in misura fissa, ovvero un compenso proporzionale agli utili netti di esercizio, nonché determinare un'indennità per la cessazione dalla carica e deliberare l'accantonamento per il relativo fondo di quiescenza con modalità stabilite con decisione dei soci.

18.3. In caso di nomina di un comitato esecutivo o di consiglieri delegati, il loro compenso è stabilito dal consiglio di amministrazione al momento della nomina.

**Art. 19. Organo di controllo.**

19.1. La società può nominare il collegio sindacale e/o il revisore.

19.2. Nei casi previsti dal secondo e terzo comma dell'articolo 2477 c.c., la nomina del collegio sindacale è obbligatoria.

**Art. 20. Composizione e durata.**

20.1. Il collegio sindacale si compone di tre membri effettivi e di due supplenti. Il presidente del collegio sindacale è nominato dai soci, in occasione della nomina dello stesso collegio.

20.2. Tutti i sindaci devono essere revisori contabili, iscritti nel registro istituito presso il Ministero di Giustizia.

20.3. I sindaci sono nominati dai soci. Essi restano in carica per tre esercizi e scadono alla data della decisione dei soci di approvazione del bilancio relativo al terzo esercizio della carica.

La cessazione dei sindaci per scadenza del termine ha effetto nel momento in cui il collegio è stato ricostituito.

20.4. I sindaci sono rieleggibili.

20.5. Il compenso dei sindaci è determinato dai soci all'atto della nomina, per l'intero periodo della durata del loro ufficio.

**Art. 21. Cause di ineleggibilità e di decadenza.**

21.1. Non possono essere nominati alla carica di sindaco, e se nominati decadono dall'ufficio, coloro che si trovano nelle condizioni previste dall'articolo 2399 c.c.

**Art. 22. Cessazione dalla carica.**

22.1. I sindaci possono essere revocati solo per giusta causa e con decisione dei soci. La decisione di revoca deve essere approvata con decreto del Tribunale, sentito l'interessato.

22.2. In caso di morte, di rinuncia, di decadenza di un sindaco, subentrano i supplenti in ordine di età.

I nuovi sindaci restano in carica fino alla decisione dei soci per l'integrazione del collegio, da adottarsi su iniziativa dell'organo amministrativo, nei successivi trenta giorni. I nuovi nominati scadono insieme con quelli in carica.

In caso di cessazione del presidente, la presidenza è assunta, fino alla decisione di integrazione, dal sindaco più anziano di età.

**Art. 23. Competenze e doveri del collegio sindacale.**

23.1. Il collegio sindacale ha i doveri e i poteri di cui agli articoli 2403 e 2403 -bis c.c. ed esercita il controllo contabile sulla società.

23.2. Si applicano le disposizioni di cui agli articoli 2406, 2407 e 2408, primo comma c.c.

23.3. Delle riunioni del collegio deve redigersi verbale, che deve essere trascritto nel libro delle decisioni del collegio sindacale e sottoscritto dagli intervenuti; le deliberazioni del collegio sindacale devono essere prese a maggioranza assoluta dei presenti.

Il sindaco dissenziente ha diritto di far iscrivere a verbale i motivi del proprio dissenso.

23.4. I sindaci devono assistere alle adunanze delle assemblee dei soci, alle adunanze del consiglio di amministrazione e del comitato esecutivo.

23.5. Il collegio dei sindaci deve riunirsi almeno ogni novanta giorni. La riunione potrà tenersi anche per audio o videoconferenza; in tal caso si applicano le disposizioni sopra previste al precedente articolo 15 sesto comma per le adunanze del consiglio di amministrazione.

**Art. 24. Decisioni dei soci.**

24.1. I soci decidono sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge, dal presente statuto, nonché sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione.

**Art. 25. Diritto di voto.**

25.1. Hanno diritto di voto i soci iscritti nel libro dei soci.

25.2. In ogni caso il voto compete a ciascun socio in misura proporzionale alla sua partecipazione.

25.3. Il socio moroso non può partecipare alle decisioni dei soci.

**Art. 26. Assemblea.**

26.1. Le decisioni dei soci devono essere in ogni caso adottate mediante deliberazione assembleare.

26.2. L'assemblea deve essere convocata dall'organo amministrativo anche fuori dalla sede sociale, purché in Italia o nel territorio di un altro stato membro dell'Unione Europea.

In caso di impossibilità di tutti gli amministratori o di loro inattività, l'assemblea può essere convocata dal collegio sindacale, se nominato, o anche da un socio.

26.3. L'assemblea viene convocata con avviso spedito otto giorni o, se spedito successivamente, ricevuto almeno cinque giorni prima di quello fissato per l'adunanza, con lettera raccomandata a mani o con avviso di ricevimento, fax o messaggio di posta elettronica, fatto pervenire agli aventi diritto al domicilio risultante dai libri sociali.

26.4. Nell'avviso di convocazione devono essere indicati il giorno, il luogo, l'ora dell'adunanza e l'elenco delle materie da trattare.

26.5. In caso di convocazione con mezzi diversi dalla lettera raccomandata, il soggetto destinatario dovrà rispondere con le stesse modalità confermando l'avvenuto ricevimento dell'avviso. Alla comunicazione di conferma sarà equiparato il rilascio di delega per l'intervento in assemblea.

Tanto l'avviso quanto il messaggio di conferma saranno conservati su base cartacea agli atti sociali.

26.6. La deliberazione dell'assemblea si intende adottata, anche in mancanza di formale convocazione, quando ad essa partecipa l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e i sindaci, se nominati, sono presenti o informati della riunione, e nessuno si oppone alla trattazione dell'argomento.

In questa ipotesi, spetta al Presidente dell'assemblea verificare che gli amministratori e sindaci assenti siano informati della riunione, nelle forme che egli riterrà più opportune.

**Art. 27. Svolgimento dell'assemblea.**

27.1. L'assemblea è presieduta dalla persona designata dagli intervenuti.

27.2. Spetta al presidente dell'assemblea constatare la regolare costituzione della stessa, accertare l'identità e la legittimazione dei presenti, dirigere e regolare lo svolgimento dell'assemblea ed accertare e proclamare i risultati delle votazioni.

27.3. I soci che intendono partecipare all'assemblea, sia essa convocata ritualmente o meno, devono intervenire in proprio o per delega nel luogo in cui l'adunanza è stata stabilita. In tale luogo dovranno anche trovarsi il Presidente dell'assemblea e il soggetto - segretario o notaio - incaricato della sua verbalizzazione.

Gli amministratori e i sindaci che intendono partecipare all'assemblea dei soci potranno mettersi in collegamento con il luogo in cui si svolge l'adunanza anche da altri luoghi collegati con mezzi di telecomunicazione, e ciò alle seguenti condizioni, delle quali deve essere dato atto nei relativi verbali:

- che sia consentito al presidente dell'assemblea di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;

- che sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;

- che sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione ed alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno, nonché di visionare, ricevere o trasmettere documenti.

In tutti i luoghi audio e o video collegati in cui si tiene la riunione dovrà essere predisposto il foglio delle presenze.

**Art. 28. Deleghe.**

28.1. Ogni socio che abbia diritto di intervenire all'assemblea può farsi rappresentare anche da soggetto non socio per delega scritta, che deve essere conservata dalla società. Nella delega deve essere specificato il nome del rappresentante con l'indicazione di eventuali facoltà e limiti di subdelega. Nel caso di assemblea convocata per deliberare un aumento di capitale a titolo oneroso, il soggetto delegato potrà esercitare il diritto di sottoscrizione delle nuove partecipazioni solo ove ciò sia espressamente previsto nel testo della delega. Restano salvi i requisiti di carattere formale eventualmente prescritti per legge in relazione alla natura dei beni conferiti.

28.2. E' ammessa anche una delega a valere per più assemblee, indipendentemente dal loro ordine del giorno.

**Art. 29. Verbale dell'assemblea.**

29.1. Le deliberazioni dell'assemblea devono constare da verbale sottoscritto dal presidente e dal segretario se nominato o dal notaio, se richiesto dalla legge.

29.2 Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti.

Il verbale deve riportare gli esiti degli accertamenti fatti dal presidente a norma del precedente articolo 27. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno.

29.3. Il verbale dell'assemblea, anche se redatto per atto pubblico, deve essere trascritto, senza indugio, nel libro delle decisioni dei soci.

**Art. 30. Quorum costitutivi e deliberativi.**

30.1. Le decisioni dei soci sono assunte con il voto favorevole di tanti soci che rappresentino la maggioranza del capitale sociale.

30.2. Per introdurre, modificare o sopprimere i diritti eventualmente attribuiti ai singoli soci ai sensi del terzo comma dell'articolo 2468 c.c., è necessario il consenso di tutti i soci.

30.3. Restano comunque salve le altre disposizioni di legge o del presente statuto che, per particolari decisioni, richiedono diverse specifiche maggioranze.

**Art. 31. Bilancio e utili.**

31.1 Gli esercizi sociali si chiudono il 31 dicembre di ogni anno.

31.2. Gli utili netti risultanti dal bilancio, dedotto almeno il 5% (cinque per cento) da destinare a riserva legale fino a che questa non abbia raggiunto il quinto del capitale, verranno ripartiti tra i soci in misura proporzionale alla partecipazione da ciascuno posseduta, salvo diversa decisione dei soci.

31.3. Il bilancio dovrà essere presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale, salva la possibilità di un maggior termine, nei limiti ed alle condizioni previste dal secondo comma dell'articolo 2364 c.c.

**Art. 32. Scioglimento e liquidazione.**

32.1. La società si scioglie per le cause previste dalla legge.

32.2. In tutte le ipotesi di scioglimento, l'organo amministrativo deve effettuare gli adempimenti pubblicitari previsti dalla legge nel termine di 30 giorni dal loro verificarsi.

32.3. L'assemblea, se del caso convocata dall'organo amministrativo, nominerà uno o più liquidatori determinando:

- il numero dei liquidatori;
- in caso di pluralità di liquidatori, le regole di funzionamento del collegio, anche mediante rinvio al funzionamento del consiglio di amministrazione, in quanto compatibile;
- a chi spetta la rappresentanza della società;
- i criteri in base ai quali deve svolgersi la liquidazione;
- gli eventuali limiti ai poteri dell'organo liquidativo.

**Art. 33. Clausola compromissoria.**

**Art. 33.** Qualunque controversia dovesse insorgere tra i soci o tra essi e la società, incluse le controversie promosse da amministratori, liquidatori e sindaci o revisori, se esistenti, ovvero nei loro confronti, per questioni attinenti al rapporto sociale in materia di diritti disponibili, sarà devoluta al giudizio di un arbitro o di un collegio di tre arbitri, nominati dal Presidente della Camera Arbitrale presso la Camera di Commercio competente, avuto riguardo alla sede legale della società, su istanza della parte più diligente tra quelle in contesa.

La scelta in ordine alla nomina di un arbitro ovvero di un collegio arbitrale è rimessa alla parte che per prima presenta l'istanza per la nomina.

Nel caso in cui l'arbitro o uno degli arbitri designati sia impossibilitato o non intendesse assumere l'incarico, lo stesso sarà sostituito su istanza di una delle parti in contesa, sempre dal Presidente della Camera Arbitrale presso la Camera di Commercio competente avuto riguardo alla sede legale della società.

L'arbitro o il collegio arbitrale deciderà ritualmente, secondo diritto.

Se per qualsiasi motivo l'arbitro o uno degli arbitri dovesse venire meno all'incarico assunto, le parti provvederanno ad una nuova nomina con le stesse modalità di cui sopra.

Il regolamento della Camera Arbitrale si intende integralmente richiamato ed accettato con l'adesione al presente statuto e/o con l'accettazione delle cariche sociali.

Anche le controversie aventi ad oggetto la validità delle delibere assembleari sono devolute all'arbitro o al collegio arbitrale come sopra nominato.

**Art. 34. Disposizioni applicabili.** Per tutto quanto non previsto dal presente statuto si fa riferimento alle norme previste dal codice civile per le società a responsabilità limitata e, qualora nulla le stesse prevedano, a quelle dettate per le società per azioni.

*Huitième résolution:*

L'assemblée décide de soumettre les résolutions prises ci-avant à la condition résolutoire du refus du transfert du siège social de la société par le Ministère des Finances italien ou toute autres instance qu'il appartiendra.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents Euros (1.500.- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux membres du bureau, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER, E. DÔME et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 janvier 2011. Relation: LAC/2011/416. Reçu douze euros (12.-EUR)

Le Receveur (signé): F. SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 21 février 2011.

Référence de publication: 2011026540/489.

(110032468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

**DOMINGUES Joaquim, Pose de Carrelages Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4520 Niedercorn, Cité Mathendall.

R.C.S. Luxembourg B 79.417.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 4 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011046518/10.

(110052521) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**Drakensburg Properties Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 122.391.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Drakensburg Properties S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011046519/12.

(110052882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**C 5 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 117.894.

L'an deux mille dix, le vingt neuf décembre,

Par devant nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de C5 S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 117.894, ayant son siège social à L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy (ci-après la «Société»), constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 9 juin 2006, publié au Mémorial C numéro 1765 du 21 septembre 2006, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois le 27 juin 2006 et publié au Mémorial C numéro 1757 le 20 septembre 2006.

L'assemblée est déclarée ouverte à 14.30 heures sous la présidence de Monsieur Jeff FELLER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, (le «Président»), qui désigne comme secrétaire Madame Cristiana SCHMIT, employée demeurant professionnellement à Junglinster.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster.

Le bureau ainsi constitué, le Président a exposé et prié le notaire instrumentant d'acter:

(i) Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour*

1. Constat que L1, une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 124.114, ayant son siège social à L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy (ci-après la «Société Absorbante»), constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 30 janvier 2007, publié au Mémorial C numéro 582 du 14 avril 2007, et dont les statuts n'ont pas encore été modifiés, est l'actionnaire unique de la Société (ci après également la «Société Absorbée»).

2. Examen et approbation, sur présentation des documents prescrits par l'article 267 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), du projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante arrêté par acte du notaire soussigné en date du 16 novembre 2010, publié au Mémorial C numéro 2530 du 22 novembre 2010, modifié par acte du 18 décembre 2010, publié au mémorial C numéro 2551 du 24 novembre 2010.

3. Décision de fusionner la Société Absorbée par voie d'absorption par la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 et suivants de la Loi sans émission d'actions nouvelles de la Société Absorbante, étant entendu que (i) toutes les actions de la Société Absorbée seront annulées suite au transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, rien excepté, ni réservé, au jour de la réalisation de cette fusion entraînant la dissolution automatique de la Société Absorbée, laquelle dissolution ne sera suivie d'aucune opération de liquidation, et (ii) la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 30 novembre 2010.

4. Reconnaissance que la fusion sera définitivement réalisée suite à la décision concordante par l'actionnaire de la Société Absorbante.

5. Délégation de pouvoirs.

6. Divers.

(ii) Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

(iii) Que les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants resteront pareillement annexées aux présentes.

(iv) Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage.

(v) Que la présente assemblée est par conséquent régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée générale, après délibération, a pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale CONSTATE que la Société Absorbante est devenu l'actionnaire unique de la Société Absorbée en vertu d'un contrat de cession daté du 15 novembre 2010.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale DÉCIDE d'approuver, après examen des documents prescrits par l'article 267 de la Loi, le projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante arrêté par acte du notaire soussigné en date du 16 novembre 2010 et publié au Mémorial C numéro 2530 du 22 novembre 2010, modifié par acte du 18 décembre 2010, publié au mémorial C numéro 2551 du 24 novembre 2010.

*Troisième résolution*

L'assemblée générale DÉCIDE de fusionner la Société Absorbée par voie d'absorption par la Société Absorbante en conformité avec l'article 278 et suivants de la Loi sans émission d'actions nouvelles de la Société Absorbante, étant entendu que (i) toutes les actions de la Société Absorbée seront annulées suite au transfert de tous les actifs et passifs de la Société Absorbée, rien excepté, ni réservé, au jour de la réalisation de cette fusion entraînant la dissolution automatique de la Société Absorbée, laquelle dissolution ne sera suivie d'aucune opération de liquidation, et (ii) la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 30 novembre 2010.

*Quatrième résolution*

L'assemblée générale RECONNAIT que la fusion sera définitivement réalisée suite à la décision concordante par l'assemblée générale des actionnaires de la Société Absorbante.

L'assemblée générale RECONNAIT de surcroît que la fusion sera effective d'un point de vue comptable au 30 novembre 2010.

*Cinquième résolution*

L'assemblée générale DÉCIDE de déléguer tous pouvoirs à (i) deux administrateurs de la société Olos Management S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 150.333, et ayant son siège social à L-2370 Howald (Hesperange), 1, rue Peternelchen, Grand-Duché de Luxembourg, agissant conjointement, et (ii) un administrateur de la société Olos Management S.A., précitée, agissant conjointement avec soit Monsieur Daniel Gillard, demeurant professionnellement à L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser, soit Monsieur Marc Streibel, demeurant professionnellement à L-5865 Alzingen, 37, rue de Roeser, pour faire tout ce qui est nécessaire ou utile en vue de la mise en oeuvre des résolutions précédentes, y compris la passation de tous les actes nécessaires au transfert d'actifs et de passifs tels que décidés en vertu des susdites résolutions.

*Déclaration*

Le notaire soussigné déclare attester conformément aux dispositions de l'article 271(2) de la Loi l'existence et la légalité des actes et formalités incombant à la Société Absorbée et du projet commun de fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites du présent acte sont estimés à 1.300,- EUR.

Dont acte fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire soussigné le présent acte.

Signé: Jeff FELLER, Cristina SCHMIT, Max MAYER, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 07 janvier 2011. Relation GRE/2011/168. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

POUR COPIE CONFORME

Junglinster, le 21 février 2011.

Référence de publication: 2011026542/97.

(110031848) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

**Drakensburg Properties Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1469 Luxembourg, 67, rue Ermesinde.

R.C.S. Luxembourg B 122.391.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Drakensburg Properties S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011046520/12.

(110052883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**Ets Jos Mosar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-5691 Ellange, 39, Zone d'Activités Economiques Le Triangle Vert.

R.C.S. Luxembourg B 39.910.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, le 4 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011046532/10.

(110052514) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.



**Cinouvert S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 143.381.

In the year two thousand and eleven, on the fifteenth of February.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

1. Cinven Capital Management (TF No. 1) Limited, incorporated under the laws of Scotland, having its registered office at 50, Lothian Road, Festival Square Edinburgh, EH 3 9WJ (U.K.), acting as general partner of Cinven Capital Management (TF No. 1) Limited Partnership, incorporated under the laws of United-Kingdom, having its registered office at Warwick Court, Paternoster Square, London GB-EC4M 7AG, acting as general partner of

Third Cinven Fund (N°.1) Limited Partnership;

Third Cinven Fund (N°.2) Limited Partnership;

Third Cinven Fund (N°.3) Limited Partnership;

Third Cinven Fund (N°.4) Limited Partnership;

Third Cinven Fund (N°.5) Limited Partnership;

all of them incorporated under the laws of United-Kingdom, having their principal place of business at Warwick Court, Paternoster Square, London GB-EC4M 7AG,

all of them duly represented by Mr Bastien Burin, maître en droit, having his professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in London, on 15 February 2011;

2. Cinven Capital Management (TF No. 2) Limited, incorporated under the laws of Scotland, having its registered office at 50, Lothian Road, Festival Square, Edinburgh EH 3 9WJ (U.K.), acting as general partner of Cinven Capital Management (TF No. 2) Limited Partnership, incorporated under the laws of United-Kingdom, having its registered office at Warwick Court, Paternoster Square, London GB-EC4M 7AG, acting as general partner of

Third Cinven Fund Dutch (N°.1) Limited Partnership;

Third Cinven Fund Dutch (N°.2) Limited Partnership;

Third Cinven Fund Dutch (N°.3) Limited Partnership;

all of them incorporated under the laws of United-Kingdom, having their principal place of business at Warwick Court, Paternoster Square, London GB-EC4M 7AG,

all of them duly represented by Mr Bastien Burin, maître en droit, having his professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in London, on 15 February 2011;

3. Cinven Capital Management (TF No. 3) Limited, incorporated under the laws of Scotland, having its registered office at 50, Lothian Road, Festival Square, Edinburgh EH 3 9WJ (U.K.), acting as general partner of Cinven Capital Management (TF No.3) Limited Partnership, incorporated under the laws of United-Kingdom, having its registered office at Warwick Court, Paternoster Square, London GB-EC4M 7AG, acting as general partner of

Third Cinven Fund US (N°.1) Limited Partnership;

Third Cinven Fund US (N°.2) Limited Partnership;

Third Cinven Fund US (N°.3) Limited Partnership;

Third Cinven Fund US (N°.4) Limited Partnership;

Third Cinven Fund US (N°.5) Limited Partnership;

all of them incorporated under the law of United-Kingdom, having their principal place of business at Warwick Court, Paternoster Square, London GB-EC4M 7AG,

all of them duly represented by Mr Bastien Burin, maître en droit, having his professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in London, on 15 February 2011;

4. The Third Cinven Fund Co-Investment Partnership, a general partnership incorporated and existing under the laws of United Kingdom, having its principal place of business at Warwick Court, Paternoster Square, GB-EC4M 7AG London, duly represented by Cinven UK Nominees Limited,

here represented by Mr Bastien Burin, maître en droit, having his professional address in Luxembourg, by virtue of a proxy, given in London, on 15 February 2011;

Said proxies, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are all the partners of "Cinouvert S.à r.l.", a société à responsabilité limitée, having its registered office at 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 143.381, having a share capital of one hundred fifty thousand euros (EUR 150,000.-) (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary on 26 November 2008, published in the Mémorial C, Recueil

des Sociétés et Associations, n° 3030 dated 29 December 2008. The articles of incorporation have not been amended yet.

The appearing parties representing the whole corporate capital, the general meeting of partners is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the following agenda:

*Agenda*

1. Decision to be taken about the dissolution of the Company.
2. Appointment of one or more liquidator(s) and determination of its/their powers.
3. Miscellaneous

Then the general meeting of partners, after deliberation, took unanimously the following resolutions:

*First resolution*

In compliance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter the "Law"), the general meeting of partners decides to dissolve the Company.

*Second resolution*

As a consequence of the above taken resolution, the general meeting of partners decides to appoint as liquidator Mrs Danièle ARENDTMICHELS, born in Ettelbruck, Luxembourg, on 9th January 1961, whose address is at 42 Op Fankacker, L-3265 Bettembourg.

The liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the Law.

He may accomplish all the acts provided for by article 145 of the Law without requesting the authorisation of the general meeting in the cases in which it is requested.

He may exempt the registrar of mortgages to take registration automatically; renounce all the real rights, preferential rights mortgages, actions for rescission; remove the attachment, with or without payment of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other impediments.

The liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

He may, under his responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of his powers he determines and for the period he will fix.

There being no further business, the meeting is terminated.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the proxy holder of the appearing parties and in case of divergence between the English and the French text, the English version will be prevailing.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, known to the notary by his name, first names, civil status and residence, the appearing proxy holder signed with the notary the present deed.

**Suit la traduction en français du texte qui précède**

L'an deux mille onze, le quinze février.

Par devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

ont comparu:

1. Cinven Capital Management (TF No. 1) Limited, constituée en vertu des lois écossaises, ayant son siège social à 50 Lothian Road, Festival Square Edinburgh EH 3 9WJ (U.K.), agissant comme general partner de Cinven Capital Management (TF No. 1) Limited Partnership, constituée en vertu des lois du Royaume-Uni et ayant son siège social à Warwick Court, Paternoster Square, London GB-EC4M 7AG , agissant comme general partner de

Third Cinven Fund (N°.1) Limited Partnership;

Third Cinven Fund (N°.2) Limited Partnership;

Third Cinven Fund (N°.3) Limited Partnership;

Third Cinven Fund (N°.4) Limited Partnership;

Third Cinven Fund (N°.5) Limited Partnership;

constituées en vertu des lois du Royaume-Uni, ayant leur établissement principal à Warwick Court, Paternoster Square, Londres GBEC4M 7AG,

dûment représentées par M. Bastien Burin, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Londres, le 15 février 2011;

2. Cinven Capital Management (TF No. 2) Limited, constituée en vertu des lois écossaises, ayant son siège social à 50, Lothian Road, Festival Square Edinburgh EH 3 9WJ (U.K.), agissant comme general partner de Cinven Capital Management (TF No. 2), constituée en vertu du Royaume-Uni, ayant son siège social à Warwick Court, Paternoster Square, London GB-EC4M 7AG , Limited Partnership, agissant comme general partner de

Third Cinven Fund Dutch (N°.1) Limited Partnership;  
Third Cinven Fund Dutch (N°.2) Limited Partnership;  
Third Cinven Fund Dutch (N°.3) Limited Partnership;  
constituées en vertu des lois du Royaume-Uni, ayant leur établissement principal à Warwick Court, Paternoster Square, Londres GBEC4M 7AG,

dûment représentées par M. Bastien Burin, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Londres, le 15 février 2011;

3. Cinven Capital Management (TF No. 3) Limited, constituée en vertu des lois écossaises, ayant son siège social à 50, Lothian Road, Festival Square Edinburgh EH 3 9WJ (U.K.), agissant comme general partner de Cinven Capital Management (TF No. 3), constituée en vertu des lois du Royaume-Uni, ayant son siège social à Warwick Court, Paternoster Square, London GB-EC4M 7AG, agissant comme general partner de

Third Cinven Fund US (N°.1) Limited Partnership;

Third Cinven Fund US (N°.2) Limited Partnership;

Third Cinven Fund US (N°.3) Limited Partnership;

Third Cinven Fund US (N°.4) Limited Partnership;

Third Cinven Fund US (N°.5) Limited Partnership;

constituées en vertu des lois du Royaume-Uni, ayant leur établissement principal à Warwick Court, Paternoster Square, Londres GBEC4M 7AG,

dûment représentées par M. Bastien Burin, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Londres, le 15 février 2011;

4. The Third Cinven Fund Co-Investment Partnership, un general partnership constitué et existant selon les lois du Royaume-Uni, ayant son siège social au Warwick Court, Paternoster Square, GB-EC4M 7AG Londres, dûment représenté par Cinven UK Nominees Limited,

ici représenté par M. Bastien Burin, maître en droit, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Londres, le 15 février 2011;

Les procurations signées «ne varietur» par le mandataire des parties comparantes et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes sont toutes les associés de la société à responsabilité limitée «Cinouvert S.à r.l.», ayant son siège social au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 143.381, ayant un capital social de cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-) (la "Société"), constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 26 novembre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3030 du 29 décembre 2008. Les statuts n'ont pas encore été modifiés.

Les parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social, l'assemblée générale des associés est régulièrement constituée et peut délibérer valablement sur les points portés à l'ordre du jour.

#### *Ordre du jour*

1. Décision à prendre quant à la dissolution de la Société.

2. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs et détermination de ses/leurs pouvoirs.

3. Divers

L'assemblée générale des associés, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), l'assemblée générale des associés décide de dissoudre la Société.

#### *Deuxième résolution*

Suite à la résolution qui précède, l'assemblée générale des associés décide de nommer liquidateur Madame Danièle ARENDT-MICHELS, née à Ettelbruck, Grand-Duché de Luxembourg, le 9 janvier 1961, ayant comme adresse 42 Op Fankenacker, L-3265 Bettembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis de la Loi.

Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilégiés, hypothèques, actions résolutoires; donner mainlevée, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des parties comparantes, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom, état et demeure, ledit mandataire a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: B. BURIN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 février 2011. Relation: EAC/2011/2294. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011026545/177.

(110032582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

**East Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 102.105.

Le bilan de la société au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2011046557/12.

(110052259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

---

**Entreprise de Transports Nello Bei-Quaglia, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4959 Bascharage, 7, Z.A. Op Zaemer.

R.C.S. Luxembourg B 15.667.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011046566/10.

(110052693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

---

**Eurtrans S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 46, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 78.436.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2011.

Référence de publication: 2011046569/10.

(110052145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

---

**Castellano & Son's, Société Anonyme.**

Siège social: L-8014 Strassen, 20, Chaussée Blanche.

R.C.S. Luxembourg B 155.875.

L'an deux mille onze, le dix-sept février.

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "CASTELLANO & SON'S", avec siège social à L1858 Luxembourg, 57, rue de Kirchberg, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 16 septembre 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 2445 du 12 novembre 2010, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, sous la section B et le numéro 155.875.

L'assemblée est présidée par Madame Laurence TRAN, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Yasmine ENDRES, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Davide CASTELLANO, éducateur social spécialisé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant été constitué, la Présidente expose et l'assemblée constate:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée "ne varietur" par les membres du bureau et le notaire instrumentaire. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

Transfert du siège social de Luxembourg à L-8014 Strassen, 20, Chaussée Blanche, et modification subséquente de l'article deux, alinéa premier, des statuts pour lui donner la teneur suivante:

"Le siège de la société est établi à Strassen."

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité la résolution suivante:

*Résolution:*

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de Luxembourg-ville à Strassen, à l'adresse suivante: L-8014 Strassen, 20, Chaussée Blanche, et de modifier subséquemment l'article deux, alinéa premier, des statuts, lequel aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 2.** Le siège de la société est établi à Strassen."

*Déclaration:*

L'actionnaire déclare, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, qu'il est le bénéficiaire réel de la société faisant l'objet des présentes et certifie que la société ne se livre(r) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme). Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: L. Tran, Y. Endres, D. Castellano, E. Schlessler.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 18 février 2011. Relation: LAC / 2011 / 8391. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

Pour expédition conforme.

Luxembourg, le 23 février 2011.

Référence de publication: 2011026553/56.

(110032940) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

---

**Fachmaart Robert Steinhäuser, Société Anonyme.**

Siège social: L-3364 Leudelange, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 29.444.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011046570/9.

(110052861) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

---

**Fountainhead S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 174, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 74.519.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011046575/9.

(110052786) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**DS Luxembourg Two S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.  
R.C.S. Luxembourg B 142.135.

In the year two thousand and ten, on the twentieth of December.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

**THERE APPEARED**

- DS LUXEMBOURG ONE S.à r.l., a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 142.136,

here represented by Mrs Linda HARROCH, maître en droit, residing at Luxembourg, by virtue of a proxy, given on 3 December 2010.

- PALAMON EUROPEAN EQUITY II L.P., a limited partnership existing under the laws of England and Wales, having its registered office at Cleveland House 33 King Street, London, SW1Y 6RJ, registered in Cardiff under registration number LP 10434,

here represented by Mrs Linda HARROCH, previously named, by virtue of a proxy, given on 20 December 2010.

- PALAMON EUROPEAN EQUITY II "BOA" L.P., a limited partnership existing under the laws of England and Wales, having its registered office at Cleveland House 33 King Street, London, SW1Y 6RJ, registered in Cardiff under registration number LP 10450,

here represented by Mrs Linda HARROCH, previously named, by virtue of a proxy, given on 20 December 2010.

- DS Beteiligungs KG (GmbH & Co.), a limited liability partnership (Kommanditgesellschaft) organized under the laws of Germany, having its registered office at Stormarnring 14, 22145 Stapelfeld, Germany, registered with the commercial register at the local court of Lübeck under number HRA 2276 RE,

here represented by Mrs Linda HARROCH, previously named, by virtue of a proxy, given on 20 December 2010.

- Mr Dieter Schwarz, a German citizen, with residential address at Kurpromenade 12, 23669 Timmendorfer Strand, Germany, here represented by Mrs Linda HARROCH, previously named, by virtue of a proxy, given on 20 December 2010.

The said proxies, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing parties and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties are the shareholders of "DS LUXEMBOURG TWO S.à r.l.", (hereinafter the "Company") a société à responsabilité limitée existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 142.135, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 1<sup>st</sup> October 2008, whose articles of incorporation have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations on 22<sup>nd</sup> October 2008, number 2586 (the "Mémorial C") and have been amended for the last time on 29 October 2009, published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations on 11 December 2009, number 2418.

The appearing parties representing the whole corporate capital require the notary to act the following resolutions:

*First resolution*

The shareholders decide (i) to merge the Class A1 Preferred Shares, the Class A2 Preferred Shares, the Class A3 Preferred Shares and the Class A4 Preferred Shares into one single new class A shares (referred to as the "Preferred Shares A") and (ii) to merge the Class B1 Preferred Shares, the Class B2 Preferred Shares, the Class B3 Preferred Shares and the Class B4 Preferred Shares into one single new class B shares (referred to as the "Preferred Shares B").

As a consequence of the above, the Company's shares are allocated as follows:

1. DS Luxembourg One S.à r.l. prenamed owns 3,874,998 Preferred Shares A;
2. PALAMON EUROPEAN EQUITY II L.P., prenamed owns 1 Preferred Share A;
3. PALAMON EUROPEAN EQUITY II "BOA" L.P., prenamed owns 1 Preferred Share A;



4. DS Beteiligungs KG (GmbH & Co.), prenamed owns 750,000 Preferred Shares B and 1 Preferred Share C; and
5. Mr Dieter Schwarz prenamed owns 750,000 Preferred Shares B and 1 Preferred Share D.

*Second resolution*

The shareholders decide to suppress the amount of the Share Surplus C and the Share Surplus D in articles 6.4 and 6.5 respectively.

*Third resolution*

As a consequence of the above, the Shareholders decide to amend article 6 of the Company's articles of incorporation, which article shall henceforth be read as follows:

**" Art. 6. Share Capital.**

6.1 The share capital is fixed at five million three hundred and seventy-five thousand and two euro (EUR 5,375,002.-) divided into (i) three million eight hundred and seventy-five thousand (3,875,000) class A preferred shares (the "Preferred Shares A"), (ii) one million five hundred thousand (1,500,000) class B preferred shares (the "Preferred Shares B"), (iii) one (1) class C share (the "Preferred Share C") and (iv) one (1) class D share (the "Preferred Share D"), all such shares with a nominal value of one Euro (EUR 1. -) each and all subscribed and fully paid up.

6.2 The holder of such Preferred Shares A shall be entitled to voting, dividend and distribution rights equal to those of any ordinary share or Preferred Shares B, provided, however, that the holder of each Preferred Share A shall be entitled to an additional preferred dividend of 8 per cent. p.a. calculated on the nominal amount of the Preferred Share A plus any Share Surplus A as defined below (to the extent not already repaid), and, to the extent in any given year the preferred dividend is not paid, a share surplus ("Share Surplus A") shall be created for such amount or, if such Share Surplus A is created already, it shall be increased accordingly, and the holder of each Preferred Share A shall be entitled to those preferred liquidation and distribution rights more fully described in the present Articles and especially article 27.5.

6.3 The holder of such Preferred Share B shall be entitled to voting, dividend and distribution rights equal to those of any ordinary share or Preferred Shares A, provided, however, that the holder of each Preferred Shares B shall be entitled to an additional preferred dividend of 8 per cent. p.a. calculated on the nominal amount of the Preferred Shares B plus any Share Surplus B as defined below (to the extent not already repaid), and, to the extent in any given year the preferred dividend is not paid, a share surplus ("Share Surplus B") shall be created for such amount or, if such Share Surplus B is created already, it shall be increased accordingly, and the holder of each Preferred Shares B shall be entitled to those preferred liquidation and distribution rights more fully described in the present Articles and especially article 27.6.

6.4 The holder of the Preferred Share C shall be entitled to voting, dividend and distribution rights equal to those of any Share, provided, however, that the holder of each Preferred Share C shall be entitled to an additional preferred dividend of 8 per cent. p.a. calculated on the nominal amount of the Preferred Share C plus a share surplus repayable in cash by preference (to the extent not already repaid) ("Share Surplus C") and, to the extent in any given year the preferred dividend is not paid, the Share Surplus C shall be increased accordingly, and the holder of each Preferred Share C shall be entitled to those preferred liquidation and distribution rights more fully described in the present Articles and especially article 27.6; otherwise, the holder of the Preferred Share C shall not be entitled to any other voting, dividend or distribution rights.

6.5 The holder of the Preferred Share D shall be entitled to voting, dividend and distribution rights equal to those of any Share, provided, however, that the holder of each Preferred Share D shall be entitled to an additional preferred dividend of 8 per cent. p.a. calculated on the nominal amount of the Preferred Share D plus a share surplus repayable in cash by preference (to the extent not already repaid) ("Share Surplus D") and, to the extent in any given year the preferred dividend is not paid, the Share Surplus D shall be increased accordingly, and the holder of each Preferred Shares D shall be entitled to those preferred liquidation and distribution rights more fully described in the present Articles and especially article 27.6; otherwise, the holder of the Preferred Share D shall not be entitled to any other voting, dividend or distribution rights.

6.6 The Preferred Shares A, the Preferred Shares B, the Preferred Shares C and the Preferred Shares D shall be collectively referred to as the "Shares" and individually as a "Share".

6.7 The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders".

6.8 Without prejudice to the legal requirements, the rights of the different classes of shares are ruled in the present Articles.

6.9 The Company can proceed to the repurchase of its own Shares within the limits set by the 1915 Law.

6.10 The share capital may be changed at any time by a decision of the sole Shareholder or by a decision of the Shareholders' meeting, voting with the majority rules set out by article 21.1 of these Articles, or, as the case may be, by the 1915 Law for any amendment to these Articles.

6.11 In case of reduction of share capital, the share capital of the Company and the share premium attaching to any class of Shares shall be repaid to the holders of the relevant class of Shares under the same conditions."



*Fourth resolution*

The shareholders resolve to suppress article 15.5.2 (and renumber articles 15.5.3 to 15.5.9 into 15.5.2 to 15.5.8), article 15.8.4 and 15.12 in the Company's articles of incorporation and all references thereto.

*Fifth resolution*

The Shareholders decide to amend article 27 of the Company's articles of incorporation, which article shall henceforth be read as follows:

" **Art. 27.** In the event of any liquidation or winding up of the Company, the Shareholders hereby agree that to the extent legally permissible, it is intended that the proceeds of liquidation be applied to instruments issued by the Company by order of priority as follows:

27.1. firstly, all debt instruments issued by the entity being liquidated shall be fully repaid in order of the priority specified in such instruments (failing which, *pari passu*) and *pari passu* between the holders of a particular instrument, including in each case all accrued but unpaid interest;

27.2. secondly, any outstanding amounts payable by BidCo to the Sellers as earn out payment including interest, if any, pursuant to clause 3.4 of the Acquisition Agreement;

27.3. thirdly, any transaction costs relating to a Realisation;

27.4 fourthly, all PECs issued by the entity being liquidated in connection with Annex C and Schedule 2.3 of the Shareholders' Agreement shall be fully repaid *pari passu* between such instruments and *pari passu* between the holders of a particular instrument or class of shares, including in each case all accrued but unpaid interest;

27.5 fifthly, to the extent not already paid, to the holders of Preferred Shares A, an amount equivalent to the nominal value of the Preferred Shares A and the amount of any Share Surplus A plus any unpaid preferred dividend as attaching thereto;

27.6 sixthly, to the extent not already paid, to the holders of Preferred Shares B, C and D, *pari passu* between the holders of Preferred Shares B, C and D, an amount equivalent to the nominal value of the Preferred Shares B, C and D and any amount of the Share Surplus B, C and D plus any unpaid preferred dividend as attaching thereto;

27.7 seventhly, any shares bearing a preference other than those referenced pursuant to articles 27.5 and 27.6 above issued by the entity being liquidated shall be fully repaid in the order of preference under the Articles, including in each case all accrued but unpaid dividends;

27.8 eighthly, any other equity securities (other than ordinary shares) issued and then any share premium or payment to capital reserves made by a shareholder in the entity being liquidated in respect of a share shall be returned to that shareholder (or its successor in title to such share) as the case may be,

27.9 finally, the remaining liquidation proceeds shall be distributed among the holders of ordinary shares (e.g. ordinary shares underlying to options subscribed by Managers via a Warehouse) and Preferred Shares A and Preferred Shares B *pro rata* to their shareholdings thereof,

provided that to the extent the proceeds do not suffice for all payments due under articles 27.1 to 27.9 they shall be applied to the relevant entitlements in the order as indicated, i.e. any entitlement as referenced in any given level of priority pursuant to articles 27.1 to 27.9 shall be paid only if and to the extent any of the entitlements in any of the preceding levels of priority have been satisfied in full and, if and to the extent the proceeds do not suffice for all payments within a given level of priority, the amount of proceeds applicable to such level of priority shall be applied to the relevant persons *pro rata* to their entitlements thereunder which shall rank *pari passu*.

27.10 The preceding liquidation rights shall also apply *mutatis mutandis* to the extent legally permissible in the event of a sale of all or substantially all of the assets of the Company (or the Company and its subsidiaries taken as a whole), a merger, consolidation or takeover of the Company, or a (partial) listing of the Company or a vehicle created for those purposes or a (partial) Realisation by way of sale of the Shares or otherwise."

*Sixth resolution*

The Shareholders decide to amend in article 29 of the Company's articles of incorporation the following definition which henceforth be read as follows:

Preferred Shares A1 through 4 is replaced by Preferred Shares A;

Preferred Shares B1 through 4 is replaced by Preferred Shares B.

Preferred Shares A means those preferred shares (actions préférentielles) in the Company, with a nominal value of EUR 1.00 each, with those rights attaching thereto as set forth in the present Articles,

Preferred Shares B means those preferred shares (actions préférentielles) in the Company, with a nominal value of EUR 1.00 each, with those rights attaching thereto as set forth in the Articles,

Preferred Share C means a preferred share (action préférentielle) in the Company, with a nominal value of EUR 1.00,

Preferred Share D means a preferred share (action préférentielle) in the Company, with a nominal value of EUR 1.00.

Whereof, the present deed is drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède**

L'an deux mille dix, le vingt décembre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire résidant à Sanem, Grand-duché de Luxembourg.

Ont comparu:

- DS LUXEMBOURG ONE S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 142.136,

ici représentée par Madame Linda HARROCH, maître en droit, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 3 décembre 2010.

- PALAMON EUROPEAN EQUITY II L.P., un limited partnership régi selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social à Cleveland House 33 King Street, Londres, SW1Y 6RJ, immatriculé à Cardiff sous le numéro LP 10434,

ici représentée par Madame Linda HARROCH, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 20 décembre 2010.

- PALAMON EUROPEAN EQUITY II "BOA" L.P., un limited partnership régi selon les lois d'Angleterre et du Pays de Galles, ayant son siège social à Cleveland House 33 King Street, Londres, SW1Y 6RJ, immatriculé à Cardiff sous le numéro LP 10450,

ici représentée par Madame Linda HARROCH, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 20 décembre 2010.

- DS Beteiligungs KG (GmbH & Co.), un limited liability partnership (Kommanditgesellschaft) régi selon les lois allemandes, ayant son siège social au Stormarnring 14, 22145 Stapelfeld, Allemagne, immatriculé auprès du registre commercial de la cour locale de Lübeck sous le numéro HRA 2276 RE,

ici représentée par Madame Linda HARROCH, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 20 décembre 2010.

- Monsieur Dieter Schwarz, un résident allemand, ayant son adresse résidentielle au Kurpromenade 12, 23669 Timendorfer Strand, Allemagne,

ici représentée par Madame Linda HARROCH, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en date du 20 décembre 2010.

Les procurations signées ne varient par la mandataire des parties comparantes et par le notaire soussigné resteront annexées au présent acte, pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquelles parties comparantes sont les associés de "DS LUXEMBOURG TWO S.à r.l." (ci après la "Société"), une société à responsabilité limitée régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 142.135, constituée suivant un acte du notaire soussigné en date du 1<sup>er</sup> octobre 2008, dont les statuts ont été publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations du 22 octobre 2008 (numéro 2586, page 124105) (le "Mémorial C") et ont été modifiés pour la dernière fois le 29 octobre 2009, publiés au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations du 11 décembre 2009, numéro 2418.

Lesquelles parties comparantes, représentant l'intégralité du capital social, ont requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

Les associés décident de (i) fusionner les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A1, les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A2, les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A3, les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A4 en une seule catégorie de parts sociales préférentielles de catégorie A (ci-après dénommées les "Parts Sociales Préférentielles A" et de (ii) fusionner les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B1, les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B2, les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B3, les Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B4 en une seule catégorie de parts sociales préférentielles de catégorie B (ci-après dénommées les "Parts Sociales Préférentielles B").

En conséquence, les parts sociales de la Société seront désormais allouées comme suit:

1. DS Luxembourg One S.à r.l. précitée détient 3,874,998 Parts Sociales Préférentielles A;
2. PALAMON EUROPEAN EQUITY II L.P., précitée détient 1 Part Sociale Préférentielle A;

3. PALAMON EUROPEAN EQUITY II "BOA" L.P., précitée détient 1 Part Sociale Préférentielle A;
4. DS Beteiligungs KG (GmbH & Co.), précitée détient 750,000 Parts Sociales Préférentielles B and 1 Part Sociale Préférentielle C; and
5. Mr Dieter Schwarz précité détient 750,000 Parts Sociales Préférentielles B and 1 Part Sociale Préférentielle D.

*Deuxième résolution*

Les associés décident de supprimer les montants liés à la Prime d'Emission C et à la Prime d'Emission D dans les articles 6.4 et 6.5 respectivement des statuts.

*Troisième résolution*

Les associés décident par conséquent de modifier l'article 6 des statuts, lequel article doit désormais être lu comme suit:

**Art. 6. Capital social.**

6.1 Le capital social est fixé à la somme de cinq millions trois cent soixante-quinze mille deux euros (EUR 5.375.002,-), divisé en (i) trois million huit cent soixante quinze mille (3.875.000) parts sociales préférentielles A (les "Parts Sociales Préférentielles A"); (ii) un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales préférentielles B (les "Parts Sociales Préférentielles B"); (iii) une (1) part sociale préférentielle de catégorie C (la "Part Sociale Préférentielle C"); et (iv) une (1) part sociale préférentielle de catégorie D (la "Part Sociale Préférentielle D"), toutes ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1.-) chacune, entièrement souscrite et payée.

6.2 Les détenteurs de ces Parts Sociales Préférentielles A bénéficieront de droits de vote, droits aux dividendes et droits aux distributions, égaux à ceux de toutes parts sociales ordinaires ou Parts Sociales Préférentielles B, sous réserve cependant que le détenteur de ces Parts Sociales Préférentielles A ait droit à un dividende préférentiel supplémentaire de 8 pour cent par année, calculé suivant le montant nominal de la Part Sociale Préférentielle A plus toute Prime d'Emission A tel que définie ci-dessous (dans la mesure ou elle n'a pas déjà été repayée), et, sous réserve que durant toute année concernée le dividende préférentiel n'est pas payé, une prime d'émission (la "Prime d'Emission A") sera créée pour un tel montant ou, si une Prime d'Emission A est déjà créée, elle sera augmentée en conséquence, et le détenteur de chaque Part Sociale Préférentielle A aura droit à des droits de distribution et de liquidation préférentiels plus précisément décrits dans les présents Statuts et spécialement à l'article 27.5.

6.3 Les détenteurs de ces Parts Sociales Préférentielles B bénéficieront de droits de vote, droits aux dividendes et droits aux distributions, égaux à ceux de toutes parts sociales ordinaires ou Parts Sociales Préférentielles A, sous réserve cependant que le détenteur de ces Parts Sociales Préférentielles B ait droit à un dividende préférentiel supplémentaire de 8 pour cent par année, calculé suivant le montant nominal de la Part Sociale Préférentielle B plus toute Prime d'Emission B tel que définie ci-dessous (dans la mesure ou elle n'a pas déjà été repayée), et, sous réserve que durant toute année concernée le dividende préférentiel n'est pas payé, une prime d'émission (la "Prime d'Emission B") serait créée pour un tel montant ou, si une Prime d'Emission B est déjà créée, elle sera augmentée en conséquence, et le détenteur de chaque Part Sociale Préférentielle B aura droit à des droits de distribution et de liquidation préférentiels plus précisément décrits dans les présents Statuts et spécialement à l'article 27.6.

6.4 Le détenteur de la Part Sociale Préférentielle C bénéficiera de droit de vote, droit aux dividendes et droit aux distributions, égaux à ceux de toutes Parts Sociales, sous réserve cependant que le détenteur de cette Part Sociale Préférentielle C ait droit à un dividende préférentiel supplémentaire de 8 pour cent par année, calculé suivant le montant nominal de cette Part Sociale Préférentielle C plus toute Prime d'Emission repayable en numéraire par préférence (dans la mesure ou elle n'a pas déjà été repayée) (la "Prime d'Emission C") et, sous réserve que durant toute année concernée le dividende préférentiel n'est pas payé, la Prime d'Emission C sera augmentée en conséquence, et le détenteur de cette Part Sociale Préférentielle C, aura droit à des droits de distribution et de liquidation préférentiels plus précisément décrits dans les présents Statuts et spécialement à l'article 27.6; Autrement, le détenteur de ces Parts Sociales Préférentielles C n'aura pas droit à tous droits de vote, tous droits aux dividendes et droits aux distributions.

6.5 Le détenteur de la Part Sociale Préférentielle D bénéficiera de droit de vote, droit aux dividendes et droit aux distributions, égaux à ceux de toutes Parts Sociales, sous réserve cependant que le détenteur de cette Part Sociale Préférentielle D ait droit à un dividende préférentiel supplémentaire de 8 pour cent par année, calculé suivant le montant nominal de cette Part Sociale Préférentielle D plus toute Prime d'Emission repayable en numéraire par préférence (dans la mesure ou elle n'a pas déjà été repayée) (la "Prime d'Emission D") et, sous réserve que durant toute année concernée le dividende préférentiel n'est pas payé, la Prime d'Emission D sera augmentée en conséquence, et le détenteur de cette Part Sociale Préférentielle D, aura droit à des droits de distribution et de liquidation préférentiels plus précisément décrits dans les présents Statuts et spécialement à l'article 27.6; Autrement, le détenteur de cette Part Sociale Préférentielle D n'aura pas droit à tous droits de vote, tous droits aux dividendes et droits aux distributions.

6.6 Les Parts Sociales Préférentielles A, les Parts Sociales Préférentielles B, la Part Sociale Préférentielle C et la Part Sociale Préférentielle D seront collectivement désignées comme les "Parts Sociales" et individuellement une "Part Sociale".

6.7 Les détenteurs de Parts Sociales sont désignés dans leur ensemble comme les "Associés".

6.8 Sans préjudice des dispositions légales, les droits attachés aux différentes catégories de Parts Sociales sont décrits dans les présents Statuts.

6.9 La Société peut procéder au rachat de ses propres Parts Sociales dans les limites fixées par la Loi de 1915.

6.10 Le capital social peut être modifié, à tout moment, par une résolution de l'Associé unique ou de l'assemblée des Associés, adoptée aux conditions de majorité exigées par l'article 21.1 de ces Statuts ou, le cas échéant, par la Loi de 1915 pour toute modification de ces Statuts.

6.11 En cas de réduction du capital social, le capital social de la Société et la prime d'émission attachée à la catégorie de Parts Sociales afférente, devront être repayés aux détenteurs des catégories de Parts Sociales concernées dans les mêmes conditions."

#### *Quatrième résolution*

Les associés décident de supprimer les articles 15.5.2 (et renuméroter par conséquent les articles 15.5.3 à 15.5.9 en 15.5.2 à 15.5.8), 15.8.4 et 15.12 des statuts ainsi que toutes les références à ces articles.

#### *Cinquième résolution*

Les associés décident de modifier l'article 27 des statuts, lequel article doit désormais être lu comme suit:

" **Art. 27.** En cas de liquidation ou de dissolution de la Société, les Associés s'accordent sur le fait que le boni de liquidation sera attribué, dans la limite permise par la loi, aux instruments émis par la Société dans l'ordre de priorité qui suit:

27.1 premièrement, tous les instruments de dette émis par l'entité en liquidation seront entièrement remboursés dans l'ordre de priorité spécifié dans de tels instruments (sinon, pari passu) et pari passu entre les détenteurs d'un instrument particulier, incluant dans chaque cas tous les intérêts courus mais non payés,

27.2. deuxièmement, tout montants existants payables par BidCo aux Cédants en tant que paiement indexé sur les bénéfices futurs, incluant les intérêts, s'il y a lieu, suivant l'article 3.4 du Contrat d'Acquisition;

27.3 troisièmement, tous coûts de transaction relatifs à une Réalisation;

27.4 quatrièmement, tous les PECs émis par l'entité en liquidation, en lien avec l'annexe C et l'annexe 2.3 du Pacte d'Associés, seront entièrement repayés pari passu entre ces instruments et pari passu entre les détenteurs d'un instrument particulier ou catégorie de Parts Sociales, incluant dans chaque cas tous les intérêts courus mais non payés,

27.5 cinquièmement, dans la mesure où il n'a pas déjà été payé, aux détenteurs de Parts Sociales Préférentielles A, un montant équivalent à la valeur nominale des Parts Sociales Préférentielles A et le montant de toute Prime d'Emission A plus tout dividende préférentiel non-payé y attaché;

27.6. sixièmement, dans la mesure où il n'a pas déjà été payé, aux détenteurs de Parts Sociales Préférentielles B, C et D, un montant équivalent à la valeur nominale des Parts Sociales Préférentielles B, C et D, et tout montant de Primes d'Emission B, C et D plus tout dividende préférentiel non-payé y attaché;

27.7. septièmement, toutes Parts Sociales supportant une préférence autre que celles référencées aux articles 27.5 et 27.6 ci-dessus par l'entité en liquidation sera entièrement repayé dans l'ordre de préférence des présents Statuts à l'entité concernée, incluant dans chaque cas tout dividende non payés et échus;

27.8. huitièmement, tout autres titres (autre que les Parts Sociales ordinaires) émis et alors toute prime d'émission ou paiement de réserves fait par un Associé dans l'entité en liquidation eu égard à une part sociale sera remboursé à cet Associé (ou son successeur en titre d'une telle part sociale) s'il y a lieu;

27.9. finalement, le boni de liquidation restant sera distribué entre les détenteurs de Parts Sociales ordinaires (ex: des Parts Sociales ordinaires desquelles découlent des options souscrites par les Gérants via un Dépositaire) et les Parts Sociales Préférentielles A et B eu pro rata de leur détention;

dans la mesure où le boni de liquidation ne suffi pas à couvrir tous les paiements dus suivant les articles 27.1 à 27.9, le boni sera distribué aux détenteurs des droits dans l'ordre indiqué, autrement dit, tout droit tel qu'il est rapporté à chaque niveau de priorité en vertu des articles 27.1 à 27.9 sera payé seulement si et dans la mesure où les autres droits dans chacun des niveaux de priorité précédents ont été entièrement satisfaits, si et dans la mesure où le boni de liquidation ne suffit pas au paiement intégral au sein d'un niveau de priorité donné, le montant du boni de liquidation applicable à ce niveau de priorité sera appliqué aux personnes concernées pro rata à leurs droits qui seront classés pari passu.

27.10. Les droits de la liquidation, indiqués précédemment, s'appliqueront aussi mutatis mutandis dans les limites légalement autorisées dans le cas d'une vente de la totalité ou de substantiellement tous les actifs de la Société (ou la Société et ses filiales prise en tant qu'ensemble), une fusion, consolidation or offre publique d'achat de la Société, ou une (partielle) Admission à la Cote de la Société ou d'un véhicule créé dans ce but ou une Réalisation (partielle) par le biais de la vente des Parts Sociales ou autre."

#### *Sixième résolution*

Les associés décident de modifier dans l'article 29 des statuts, certaines définitions devant désormais être lues comme suit:

Parts Sociales Préférentielles de Catégorie A1 à A4 est remplacée par Parts Sociales Préférentielles A; et

Parts Sociales Préférentielles de Catégorie B1 à B4 est remplacée par Parts Sociales Préférentielles B.

Parts Sociales Préférentielles A	signifie ces parts sociales préférentielles de la Société, d'une valeur nominale de EUR 1.00 chacune ayant les droits tels que prévus par les présents Statuts,
Parts Sociales Préférentielles B	signifie ces parts sociales préférentielles de la Société, d'une valeur nominale de EUR 1.00 chacune ayant les droits tels que prévus par les présents Statuts,
Part Sociale Préférentielle C	signifie cette part sociale préférentielle de la Société, d'une valeur nominale de EUR 1.00 chacune ayant les droits tels que prévus par les présents Statuts,
Part Sociale Préférentielle D	signifie cette part sociale préférentielle de la Société, d'une valeur nominale de EUR 1.00 chacune ayant les droits tels que prévus par les présents Statuts.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; sur demande des parties comparantes et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, ce dernier fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des parties comparantes, connue du notaire instrumentant par ses, nom, prénom usuel, état et demeure, la mandataire des parties comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. HARROCH, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 28 décembre 2010. Relation: EAC/2010/16839. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011026575/349.

(110032515) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

**Flavial S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon 1er.

R.C.S. Luxembourg B 86.382.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011046580/9.

(110052862) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**Francescareal S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard F.-D. Roosevelt.

R.C.S. Luxembourg B 35.026.

Le bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2011.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2011046583/12.

(110052738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**Futura Kirchberg, Société Anonyme.**

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.

R.C.S. Luxembourg B 145.590.

Les comptes annuels au 31/12/2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2011046585/11.

(110052766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**Garage Félix Konsbrück S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9375 Gralingen, 40, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 93.068.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011046586/10.

(110052619) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**Gaston Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1420 Luxembourg, 15-17, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 52.067.

Le Bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 avril 2011.

Signature.

Référence de publication: 2011046587/10.

(110052711) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**Geo Travel Finance S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

**Capital social: EUR 31.000,00.**

Siège social: L-1940 Luxembourg, 282, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 159.022.

**STATUTES**

In the year two thousand and eleven, on the fifteenth day of February.

Before the undersigned Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

There appeared:

1) LuxGEO Parent S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with a share capital of EUR 34,000, established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, and having its registered office at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

2) Luxgoal S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), with a share capital of EUR 27,636,000, established under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 152 268, and having its registered office at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

3) FCPR Axa LBO Fund IV, a Fonds commun de placement à risques à procédure allégée, governed by the laws of the Republic of France, acting by its manager, Axa Investment Managers Private Equity Europe, a Société Anonyme incorporated under the laws of the Republic of France, registered with the Paris Register of Commerce and Companies under number 403 201 882, whose registered office is at 20 place Vendôme, F-75001 Paris; and

4) LuxGEO GP S.à r.l., a private limited liability company with a share capital of EUR 12,500, established under the laws of Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, and having its registered office at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

Together the "Shareholders".

All here represented by Ms Isabel Dias, notary's clerk, residing in Luxembourg, by virtue of proxies given under private seal, which, initialled "ne varietur" by the proxyholder of the Shareholders and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Shareholders have requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a "Société en Commandite par Actions" which they declared to organize among themselves:

**Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration**

**1. Corporate form and Name.**

1.1 This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of Geo Travel Finance S.C.A. (the "Company"), a Luxembourg corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions) which shall be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg ("Luxembourg Law") including the law of August 10, 1915 on



commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law") and by its articles of incorporation as amended from time to time (the "Articles").

## **2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

2.2 The Manager (as defined hereafter) is authorised to change the address of the Company inside the same municipality in the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of a general meeting of the shareholders of the Company (a "Shareholders' Resolution") deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Manager.

## **3. Objects.**

3.1 The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities or derivative instruments of any kind, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

3.2 The Company may from time to time borrow in any form (and in any event by public or private placement), and draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, drafts, bills of exchange, warrants, bonds, debentures and other negotiable or non-negotiable instruments and evidence of indebtedness.

3.3 In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

3.4 Finally, the Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose including without limitation the acceptance of a mandate of liquidator in respect of any company of the group to which the Company belongs.

PROVIDED ALWAYS that the Company will not enter into any transaction which would constitute a regulated activity of the financial sector or require a business license under Luxembourg Law without due authorisation under Luxembourg Law.

## **4. Duration.**

4.1 The Company is established for an unlimited period.

## **Chapter II. - Capital, Shares**

### **5. Share capital.**

5.1 The issued share capital of the Company is set at thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-) divided into:

5.1.1 three million ninety-nine thousand, nine hundred and ninety-nine (3,099,999) ordinary shares ("Ordinary Shares"); and

5.1.2 one (1) unlimited share or action de commandité ("Unlimited Share") with a nominal value of one Euro cent (EUR 0.01) per share, all of which are fully paid up (hereafter referred to as the "Shares").

5.2 In these Articles:

5.2.1 The "Shareholders" means the holders at the relevant time of the Shares

5.2.2 The "Ordinary Shareholders" means the holders at the relevant time of the Ordinary Shares;

5.2.3 The "Unlimited Shareholder" means the holder at the relevant time of the Unlimited Share;

5.2.4 The "Limited Shareholders" means the Ordinary Shareholders;

5.3 The subscribed capital of the Company may be increased or reduced by resolutions of the Shareholders adopted in the manner legally required for amending the Articles.

5.4 The Company can repurchase its own Shares within the limits set by the 1915 Law.

### **6. Shares.**

6.1 The Shares shall be in registered form.



6.2 All the Shares shall be registered in a Shareholders' register to be maintained by the Company at its registered office. The register will contain, among other things, the name of each Shareholder, its address, the number and class of Shares owned and the paid up amount of each Share.

6.3 The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares.

6.4 Towards the Company, the Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

### **Chapter III. - Management**

#### **7. Management.**

7.1 The Company shall be managed by LuxGEO GP S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) organized and existing under the 1915 Law (herein referred to as the "Manager"), in its capacity as sole Unlimited Shareholder or Actionnaire Commandité.

7.2 The Manager may be removed only in the case of fraud, gross negligence or wilful misconduct by means of a resolution of Shareholders adopted in the same manner as provided for by the 1915 Law in relation to the amendments of the Articles.

7.3 The Limited Shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

**8. Powers of the manager.** The Manager has the power to take all or any action which is necessary or useful in the interest of the Company, with the exception of those reserved by Luxembourg Law or the Articles to a meeting of Shareholders.

#### **9. Representation of the company.**

9.1 The Company will be bound towards third parties by the sole signature or act of the Manager represented by its legal representatives or any delegate appointed in compliance with the articles of incorporation of the Manager. No Limited Shareholder shall represent the Company.

#### **10. Delegation of powers.**

10.1 The Manager may, at any time, appoint agents of the Company for the affairs and management of the Company, provided the Limited Shareholders cannot act on behalf of the Company. The appointed agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the Manager.

10.2 The Manager will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

#### **11. Liability of the shareholders.**

11.1 The Manager shall be liable with the Company (solidairement responsable) for all liabilities of the Company to the extent required by Luxembourg Law, including article 102 of the 1915 Law.

11.2 The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever other than when exercising their rights as Shareholders in general meetings of the Shareholders and shall only be liable for payment to the Company of the par value and the issue premium, if any, paid for each Share they hold (to the extent not already paid).

### **Chapter IV. - Supervisory board**

#### **12. Supervisory board.**

12.1 The business of the Company and its financial situation, including more particularly its books and accounts, shall be supervised by a supervisory board of at least three members, who need not to be Shareholders (the "Supervisory Board").

12.2 For the carrying out of its supervisory duties, the Supervisory Board shall have the powers of a statutory auditor, as provided for by article 62 of the 1915 Law.

12.3 The members of the Supervisory Board (each a "Supervisory Board Member") shall neither participate nor interfere with the management of the Company but may advise the Manager on such matters as the Manager may determine.

12.4 The members of the Supervisory Board shall not receive any compensation in connection with their membership on the Supervisory Board but shall be entitled to reimbursement of all expenses in connection with that membership.

#### **13. Election.**

13.1 The members of the Supervisory Board will be elected by Shareholders' Resolution for a period not exceeding six years. In case a member of the Supervisory Board is elected without mention of the term of his mandate, he is deemed to be elected for 6 years from the date of his election. The members of the Supervisory Board are eligible for re-election and they may be removed at any time, with or without cause, by a Shareholders' Resolution. They will remain in office until their successors have been appointed.

13.2 In the event of the total number of members of the Supervisory Board falling below three, the Manager shall forthwith convene a Shareholders' Meeting in order to fill these vacancies.

#### **14. Meetings of the supervisory board.**

14.1 Meetings of the Supervisory Board ("Supervisory Board Meetings") may be convened by any Supervisory Board Member. The Supervisory Board shall appoint one of the Supervisory Board Members as Chairman.

14.2 Notices of any meeting of the Supervisory Board will be given by letter, fax or by email to all members at least five days in advance of the time set for such meeting, except in cases of emergency, in which event the nature of the emergency will be set out in the notice. The notice will indicate the time and the place of the meeting and it will contain the agenda.

14.3 The Supervisory Board Members may validly debate and take decisions at a Supervisory Board Meeting without complying with all or any of the convening requirements and formalities if all the Supervisory Board Members have waived the relevant convening requirements and formalities either in writing or, at the relevant Supervisory Board Meeting, in person or by an authorised representative.

14.4 A Supervisory Board Member may appoint any other Supervisory Board Member (but not any other person) to act as his representative (a "Supervisory Board Member's Representative") at a Supervisory Board Meeting to attend, deliberate, vote and perform all his functions on his behalf at that Supervisory Board Meeting. A Supervisory Board Member can act as representative for more than one other Supervisory Board Member at a Supervisory Board Meeting provided that (without prejudice to any quorum requirements) at least two Supervisory Board Members are physically present at a Supervisory Board Meeting held in person or participate in person in a Supervisory Board Meeting held under Article 14.56. In the case of an equality of votes, the Chairman will have a second or casting vote.

14.5 The Supervisory Board can only validly debate and take decisions if at least half of the Supervisory Board Members are present or represented. Decisions of the Supervisory Board shall be adopted by a simple majority of the Supervisory Board Members present or represented.

14.6 A Supervisory Board Member or his Supervisory Board Member's Representative may validly participate in a Supervisory Board Meeting through the medium of video-conferencing equipment or telecommunication means allowing the identification of each participating Supervisory Board Member. These means must have technical features which ensure an effective participation in the meeting allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation of such persons in the meeting. A person participating in this way is deemed to be present in person at the meeting and shall be counted in the quorum and entitled to vote. Subject to Luxembourg Law, all business transacted in this way by the Supervisory Board Members shall, for the purposes of these Articles, be deemed to be validly and effectively transacted at a Supervisory Board Meeting, notwithstanding that fewer than the number of Supervisory Board Members (or their representatives) required to constitute a quorum are physically present in the same place. A meeting held in this way is deemed to be held at the Registered Office.

14.7 A resolution in writing signed by all the Supervisory Board Members (or in relation to any Supervisory Board Member, his Supervisory Board Member's Representative) shall be as valid and effective as if it had been passed at a Supervisory Board Meeting duly convened and held and may consist of one or several documents in the like form each signed by or on behalf of one or more of the Supervisory Board Members concerned.

14.8 The minutes of a Supervisory Board Meeting shall be signed by and extracts of the minutes of a Supervisory Board Meeting may be certified by any Supervisory Board Member present at the Meeting.

### **Chapter V. - General meeting of shareholders**

#### **15. Powers of the general meeting of shareholders.**

15.1 Any properly constituted meeting of the Shareholders (a "Shareholders' Meeting") shall represent the entire body of Shareholders.

15.2 A Shareholders' Meeting shall deliberate only on the matters which are not reserved to the Manager by the Articles or by the 1915 Law.

#### **16. Annual general meeting.**

16.1 The annual general meeting of the Shareholders (the "AGM") will be held in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting in Luxembourg on the fifteenth day of July at 2 pm. If that day is a public holiday in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

#### **17. Other general meeting.**

17.1 The Manager may convene other general meetings of the Shareholders ("EGMs").

17.2 Such meetings must be convened if Shareholders representing one fifth of the Company's capital so require.

#### **18. Convening notice.**

18.1 A Shareholders' Meeting is convened by the Manager by way of a written notice setting out for the agenda of the meeting and sent by registered post at least 8 days prior to the meeting to the address of the Shareholders, as indicated in the register of Shareholders.

18.2 If all the Shareholders are present or represented at a Shareholders' Meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

## **19. Presence, Representation.**

19.1 All Shareholders are entitled to attend and speak at all Shareholders' Meetings.

19.2 A Shareholder may act at any Shareholders' Meeting by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex or email as his proxy another person who need not be a Shareholder himself.

## **20. Vote.**

20.1 Each Share entitles the holder thereof to one vote.

20.2 Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the Shareholders' Meeting resolves by a simple majority vote to adopt another voting procedure.

20.3 Unless otherwise provided by Luxembourg Law or by the Articles, all resolutions of the Shareholders' Meeting shall be taken by a simple majority of votes, regardless of the proportion of the capital represented.

20.4 Any resolution of the Shareholders' Meeting to change the Articles to remove or appoint the Manager requires the unanimous vote in favour of all the Limited Shareholders.

20.5 No decision of a Shareholders' Meeting shall be validly taken without the affirmative vote of the Manager, including any change to the Articles other than a change to Article 7.1 removing or appointing the Manager.

## **21. Extraordinary general meeting.**

21.1 An EGM convened to amend any provisions of the Articles shall not validly deliberate unless at least one half of the Shares are represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, if any, the wording regarding the amendments to the objects and the form of the Company.

21.2 If the first of the conditions in Article 21.1 is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles or by the 1915 Law. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the Shares represented.

21.3 At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be adopted by a two-thirds majority of the votes cast, subject also to the written approval of the Manager.

21.4 Resolutions to change the nationality of the Company or to increase the commitments of the Shareholders may only be adopted by the unanimous decision of the Shareholders, subject to any other provisions of the 1915 Law.

## **22. Minutes.**

22.1 The minutes of a Shareholders' Meeting shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

22.2 Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Manager.

## **Chapter VI. - Business year, Distribution of profits**

### **23. Financial year.**

23.1 The Company's financial year starts on 1<sup>st</sup> April and ends on 31<sup>st</sup> March of the following year provided that, as a transitional measure, the first financial year of the Company starts on the date of its incorporation and ends exceptionally for a longer period on 31<sup>st</sup> March 2012 (all dates inclusive).

23.2 The Manager shall draw up the balance sheet and the profit and loss account of the Company. The Manager will submit these documents together with a report of the operations of the Company at least one month prior to the AGM to the Supervisory Board who shall make a report containing comments on such documents.

### **24. Adoption of financial statements.**

24.1 The Manager shall provide the Shareholders with a copy of the audited financial statements drawn up in accordance with the 1915 Law.

24.2 Those financial statements shall be submitted for adoption to the AGM. The AGM shall consider and, if thought fit, adopt the financial statements and vote on the discharge of the Manager and the allocation of the results of the Company in accordance with these Articles.

### **25. Distribution on shares.**

25.1 From the net profits of the Company determined in accordance with Luxembourg Law, five per cent shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when and as long as the amount of the legal reserve fund reaches one tenth of the Company's nominal capital.

25.2 The balance of net profits is available for distribution to the Shareholders.

25.3 Interim dividends may, subject to the conditions set forth by the Law, be paid out upon the decision of the Manager.

## Chapter VII. - Dissolution

**26. Dissolution.** The Company may be dissolved only upon the written proposal of the Manager and by a decision of the Shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles and in accordance with Luxembourg Law.

## Chapter VIII. - Interpretation and Luxembourg law

**27.** In these Articles.

27.1 a reference to:

27.1.1 one gender shall include each gender;

27.1.2 (unless the context otherwise requires) the singular shall include the plural and vice versa;

27.1.3 a "person" includes a reference to any individual, firm, company, corporation or other body corporate, government, state or agency of a state or any joint venture, association or partnership, works council or employee representative body (whether or not having a separate legal personality);

27.1.4 a statutory provision or statute includes all modifications thereto and all re-enactments (with or without modifications) thereof.

27.2 general words shall not be given a restrictive meaning by reason of their being preceded or followed by word indicating a particular class of arts, matters or things or by examples falling within the general words;

27.3 the headings to these Articles do not affect their interpretation or construction.

**28.** In addition to these Articles, the Company is also governed by all applicable provisions of Luxembourg Law.

### *Subscription - Payment*

The share capital of the Company has been subscribed as follows:

	Unlimited Shares:	Ordinary Shares:
LuxGEO GP S.à r.l. . . . .	1	
LuxGEO Parent S.à r.l. . . . .		3,099,997
Luxgoal S.à r.l. . . . .		1
FCPR Axa LBO Fund IV, acting by Axa Investment Managers Private Equity Europe . . . . .		1
TOTAL OF SHARES . . . . .	1	3,099,999

All these shares have been fully paid up, so that the sum of thirty-one thousand Euro (EUR 31,000.-), is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

### *First extraordinary general meeting of shareholders*

The above Shareholders of "Geo Travel Finance S.C.A.", representing the totality of shares and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of Shareholders and have unanimously passed the following resolutions:

1. The Company's address is fixed at 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. The following have been elected as members of the Supervisory Board for an initial duration of two (2) months:
  - a) Eddy Perrier, born on July 5, 1977 in Saint-Jean-De-Maurienne (France) and having his professional address at 282, route de Longwy L-1940 Luxembourg;
  - b) Cédric Pedoni, born on March 24, 1975 in Villerupt (France), having his professional address at 282, route de Longwy L-1940 Luxembourg; and
  - c) Mirko Dietz, born on October 20, 1974 in Goeppingen (Germany), having his professional address at 6 rue Philippe II L-2340 Luxembourg.

### *Declaration*

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 26 of the Law and expressly states that they have been fulfilled.

### *Expenses*

The expenses, remunerations or charges, in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation, are estimated at one thousand five hundred Euro (EUR 1.500.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing person, whom is known to the notary, by his surname, name, civil status and residences, the said proxyholder signed together with Us, the notary, the present original deed.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède**

L'an deux mille onze, le quinze février.

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné,

#### **ONT COMPARU:**

1) LuxGEO Parent S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant un capital social de EUR 34.000, non encore immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et ayant son siège social au 282, route de Longwy, L1940 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg;

2) Luxgoal S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant un capital social de EUR 27,636,000, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 152 268 et ayant son siège social au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg;

3) FCPR Axa LBO Fund IV, un Fonds commun de placement à risques à procédure allégée, régi par les lois de la république française, représenté par sa société de gestion, Axa Investment Managers Private Equity Europe, une société anonyme, régie par les lois de la république française, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 403 201 882 et ayant son siège social au 20 place Vendôme, F-75001 Paris; et

4) LuxGEO GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant un capital social de EUR 12.500, non encore immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et ayant son siège social au 282, route de Longwy, L1940 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg;

Ensemble les "Actionnaires".

Tous ici représentés par Madame Isabel Dias, clerc de notaire, demeurant à Luxembourg, en vertu de procurations sous seing privé, lesquelles procurations, paraphées ne varietur par le mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Les Actionnaires ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société en commandite par actions dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

### **STATUTS**

#### **Chapitre I<sup>er</sup> . - Forme, Raison sociale, Siège social, Objet, Durée**

##### **1. Forme, Raison sociale.**

1.1 Le présent document constitue les statuts de Geo Travel Finance S.C.A. (la "Société"), une société en commandite par actions de droit luxembourgeois, régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (la "Loi Luxembourgeoise"), y compris la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi de 1915") et par ses statuts de temps à autre (les "Statuts").

##### **2. Siège social.**

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

2.2 Le Gérant Commandité (tel que défini ci-après) est autorisé à changer l'adresse de la Société au sein de la même municipalité au Grand-Duché de Luxembourg.

2.3 Le Siège Social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale des actionnaires de la Société (une "Résolution des Actionnaires") délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se produiraient ou seraient jugés imminents, le siège social de la Société pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège social, restera luxembourgeoise. La décision de transfert du siège social à l'étranger sera prise par le Gérant Commandité.

##### **3. Objet social.**

3.1 L'objet de la Société est de détenir des participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères ou dans toute autre entreprise, l'acquisition par l'achat, la souscription, ou par tout autre moyen, de même que par la vente, l'échange ou autrement d'actions, d'obligations, de certificats de créance, notes et autres valeurs mobilières ou produits dérivés de toute espèce, et la détention, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des intérêts dans des sociétés de personnes et exercer son activité par l'intermédiaire de succursales luxembourgeoises ou étrangères.

3.2 La Société peut, de temps en temps, emprunter sous toute forme (et dans tous les cas par voie de placement public ou privé), et retirer, faire, accepter, endosser, signer et procéder à l'émission d'effets de commerce, lettres de change,

bons de souscription, d'obligations, de certificats de créance ou tout autre instrument négociable ou non négociable et reconnaissances de dettes.

3.3 D'une manière générale elle peut prêter assistance (par des prêts, avances, garanties, sûretés ou autrement) à toute société ou entreprise dans laquelle la Société a un intérêt ou qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société, prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle juge utile dans l'accomplissement et le développement de ses objets.

3.4 Finalement, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet, y compris, sans limitation, l'acceptation d'un mandat de liquidateur en relation avec toute société du groupe auquel appartient la Société.

TOUJOURS A LA CONDITION que la Société n'entre pas dans toute transaction qui pourrait constituer une activité réglementée du secteur financier ou qui requiert une licence professionnelle en vertu de la Loi Luxembourgeoise sans autorisation de droit en vertu de la Loi Luxembourgeoise.

#### **4. Durée.**

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

### **Chapitre II. - Capital, Actions**

#### **5. Capital social.**

5.1 Le capital social émis de la Société est fixé à trente et un mille Euros (31.000,-EUR) représenté par:

5.1.1 trois millions quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (3.099.999) actions ordinaires ("Actions Ordinaires"); et

5.1.2 une (1) action de commandité ("Action de Commandité"),  
ayant une valeur nominale d'un centime d'Euro (0,01 EUR) chacune, toutes entièrement libérées (ci-après désignées les "Actions").

5.2 Dans les présents Statuts:

5.2.1 Les "Actionnaires" désignent les détenteurs d'Actions au moment concerné;

5.2.2 Les "Actionnaires Ordinaires" désignent les détenteurs d'Actions Ordinaires au moment concerné;

5.2.3 L'"Actionnaire Commandité" désigne le détenteur d'Action de Commandité au moment concerné;

5.2.4 Les "Actionnaires Commanditaires" désignent les Actionnaires Ordinaires.

5.3 Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par résolutions des Actionnaires adoptées dans la forme requise par la loi pour toute modification des Statuts.

5.4 La Société peut racheter ses propres Actions dans les limites fixées par la Loi de 1915.

#### **6. Actions.**

6.1 Les Actions sont émises sous forme nominative.

6.2 Toutes les Actions seront enregistrées dans un registre des Actionnaires qui sera tenu par la Société à son siège social. Ce registre contiendra, entre autres, le nom de chaque Actionnaire, son adresse, le nombre et la catégorie des Actions qu'il détient ainsi que le montant libéré pour chaque Action.

6.3 La Société considérera la personne au nom de laquelle les Actions sont enregistrées comme le plein propriétaire des Actions.

6.4 Envers la Société, les Actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par Action est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

### **Chapitre III. - Gérance**

#### **7. Gérance.**

7.1 La Société sera gérée par LuxGEO GP S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée et régie en vertu de la Loi de 1915 (ciaprès désigné le "Gérant Commandité"), en sa qualité d'Actionnaire Commandité.

7.2 Le Gérant Commandité pourra être demis de ses fonctions uniquement en cas de fraude, négligence grave ou faute intentionnelle par résolutions des Actionnaires adoptées dans la forme requise par la Loi de 1915 pour toute modification des Statuts.

7.3 Les Actionnaires Commanditaires ne pourront ni participer ni s'immiscer dans la gestion de la Société.

#### **8. Pouvoirs du gérant commandité.**

8.1 Le Gérant Commandité a le pouvoir d'entreprendre toute action nécessaire ou utile dans l'intérêt de la Société, à l'exception des matières réservées par la Loi Luxembourgeoise ou les Statuts à l'assemblée générale des Actionnaires.

#### **9. Représentation de la société.**

9.1 La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle ou l'acte du Gérant Commandité représenté par ses représentants légaux ou par tout mandataire désigné conformément aux statuts du Gérant Commandité. Aucun Actionnaire Commanditaire ne peut représenter la Société.



## **10. Délégation de pouvoirs.**

10.1 Le Gérant Commandité pourra, à tout moment, nommer des mandataires de la Société pour les opérations et la gestion de celle-ci, étant entendu que les Actionnaires Commanditaires ne peuvent agir au nom de la Société. Les mandataires ainsi nommés auront les pouvoirs et les devoirs qui leur ont été conférés par le Gérant Commandité.

10.2 Le Gérant Commandité déterminera les responsabilités et rémunération (le cas échéant) de ces mandataires, la durée de leur mandat ainsi que toute autre condition de leur mandat.

## **11. Responsabilité des actionnaires.**

11.1 L'Actionnaire Commandité est solidairement responsable avec la Société de tous les passifs de la Société dans la mesure requise par la Loi Luxembourgeoise, y compris l'article 102 de la Loi de 1915.

11.2 Les Actionnaires Commanditaires s'abstiendront d'agir au nom de la Société d'une quelconque manière ou qualité autre que leur qualité de titulaires de droits d'Actionnaires dans les assemblées générales des Actionnaires et ne seront tenus uniquement du paiement à la Société du pair comptable et de la prime d'émission le cas échéant, payé(s) pour chaque Action qu'ils détiennent (dans la mesure où il(s) demeure(nt) impayé(s)).

## **Chapitre IV. - Conseil de surveillance**

### **12. Conseil de surveillance.**

12.1 Les opérations de la Société, et sa situation financière, notamment ses livres et comptes, seront supervisées par un conseil de surveillance composé de trois membres au moins, Actionnaires ou non (le "Conseil de Surveillance").

12.2 Pour accomplir ses obligations de contrôle, le Conseil de Surveillance aura les pouvoirs d'un commissaire aux comptes, tels que définis à l'article 62 de la Loi de 1915.

12.3 Les membres du Conseil de Surveillance (chacun un "Membre du Conseil de Surveillance") ne participeront ni ne s'immisceront dans la gestion de la Société mais peuvent conseiller le Gérant Commandité sur les points que le Gérant Commandité déterminera.

12.4 Les membres du Conseil de Surveillance ne recevront aucune compensation pour leurs fonctions au sein du Conseil de Surveillance mais auront droit au remboursement de toutes les dépenses en relation avec ces fonctions.

### **13. Nomination.**

13.1 Les membres du Conseil de Surveillance seront désignés par Résolution des Actionnaires pour une durée maximale de six ans. Dans le cas où un membre du Conseil de Surveillance est élu sans indication de durée, il sera réputé avoir été élu pour une durée de 6 ans à partir de la date de sa nomination. Les membres du Conseil de Surveillance sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par Résolution des Actionnaires. Ils resteront en fonction jusqu'à ce que leurs successeurs aient été nommés.

13.2 Dans l'hypothèse où le nombre total des membres du Conseil de Surveillance deviendrait inférieur à trois, le Gérant Commandité sera tenu de convoquer immédiatement une Assemblée des Actionnaires afin de remédier à cette vacance.

### **14. Réunions du conseil de surveillance.**

14.1 Les réunions du Conseil de Surveillance (les "Réunions du Conseil de Surveillance") pourront être convoquées par tout Membre du Conseil de Surveillance. Le Conseil de Surveillance désignera l'un des Membres du Conseil de Surveillance pour agir en tant que Président.

14.2 Les convocations de toute réunion du Conseil de Surveillance seront délivrées par lettre, télécopie ou email adressés à tous ses membres au moins cinq jours avant la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature de l'urgence sera précisée dans la convocation. La convocation indiquera également la date et l'endroit de la réunion et l'ordre du jour.

14.3 Les Membres du Conseil de Surveillance pourront valablement débattre et prendre des décisions lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance sans respecter tout ou partie des exigences et formalités de convocation si tous les Membres du Conseil de Surveillance ont renoncé aux exigences et formalités de convocation en cause soit par écrit, soit, lors de la Réunion du Conseil de Surveillance, en personne ou par l'intermédiaire d'un représentant autorisé.

14.4 Un Membre du Conseil de Surveillance peut nommer un autre Membre du Conseil de Surveillance (et uniquement) afin qu'il agisse comme son représentant (un "Représentant du Membre du Conseil de Surveillance") lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance pour participer, délibérer, voter et accomplir toutes ses fonctions en son nom lors de cette Réunion du Conseil de Surveillance. Un Membre du Conseil de Surveillance peut agir en tant que représentant pour plus d'un Membre du Conseil de Surveillance lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance à condition que (sans préjudice de toutes exigences de quorum) au moins deux Membres du Conseil de Surveillance sont présents physiquement lors de la Réunion du Conseil de Surveillance tenue en personne ou participent en personne à la Réunion du Conseil de Surveillance tenue en vertu de l'Article 14.6. En cas d'égalité des voix, le Président aura une seconde voix ou une voix prépondérante.

14.5 Le Conseil de Surveillance ne peut délibérer et valablement prendre des décisions uniquement si au moins la moitié des Membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil de Surveillance sont adoptées à la majorité simple des Membres du Conseil de Surveillance présents ou représentés.



14.6 Un Membre du Conseil de Surveillance ou son Représentant du Membre du Conseil de Surveillance pourront valablement participer aux Réunions du Conseil de Surveillance par vidéo conférence ou moyens de communication permettant l'identification de chacun des Membres du Conseil de Surveillance participant. Ces moyens doivent avoir des caractéristiques techniques qui assurent une participation effective à la réunion permettant à toutes les personnes de prendre part à la réunion afin de communiquer de façon continue les uns avec les autres et de participer effectivement à la réunion. Une personne participant de cette manière sera réputée présente à la réunion et sera comptée dans le quorum et autorisée à voter. Sous réserve de la Loi Luxembourgeoise, toutes les affaires traitées de cette manière par le Conseil de Surveillance, seront, pour les besoins des présents Statuts, réputées valables et effectivement conclues lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance, nonobstant le fait qu'un nombre inférieur de Membres du Conseil de Surveillance (ou leurs représentants) tels que requis pour constituer un quorum aient été physiquement présents au même endroit. Une réunion tenue de cette façon est réputée avoir été tenue au Siège Social.

14.7 Une résolution écrite signée par tous les Membres du Conseil de Surveillance (ou s'agissant de tout Membre du Conseil de Surveillance, son Représentant du Membre du Conseil de Surveillance) auront le même effet et la même validité que si elles avaient été adoptées lors d'une Réunion du Conseil de Surveillance dûment convoquée et tenue et peut consister en un ou plusieurs document(s) ayant le même contenu signé(s) par ou au nom du ou des Membre(s) du Conseil de Surveillance concernés.

14.8 Les procès-verbaux de toute Réunion du Conseil de Surveillance seront signés, et des extraits de ces procès-verbaux pourront être certifiés, par tout Membre du Conseil de Surveillance présent à la Réunion.

## **Chapitre V. - Assemblée générale des actionnaires.**

### **15. Pouvoirs de l'assemblée générale des actionnaires.**

15.1 Toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée (une "Assemblée des Actionnaires") représentera l'ensemble des Actionnaires.

15.2 Une Assemblée des Actionnaires délibérera uniquement sur les points qui ne sont pas réservés au Gérant Commandité en vertu des Statuts ou de la Loi de 1915.

**16. Assemblée générale annuelle.** L'assemblée générale annuelle des Actionnaires (l'"AGA") se tiendra dans la Ville de Luxembourg à l'endroit indiqué dans la convocation à l'assemblée, le quinzième jour du mois de juillet à 14h00 heures. Si ce jour est un jour férié au Luxembourg, l'assemblée sera tenue le premier jour ouvrable suivant.

### **17. Autre assemblée générale.**

17.1 Le Gérant Commandité pourra convoquer d'autres assemblées générales des Actionnaires (les "AGEs").

17.2 De telles assemblées devront être convoquées si des Actionnaires représentant un cinquième du capital de la Société le requièrent.

### **18. Convocation.**

18.1 L'Assemblée des Actionnaires est convoquée par le Gérant Commandité par voie de lettres recommandées comprenant l'ordre du jour de l'assemblée et envoyées aux Actionnaires à l'adresse telle qu'indiquée dans le registre des Actionnaires, au moins 8 jours avant l'assemblée.

18.2 Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée générale des Actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de l'assemblée, les Actionnaires peuvent renoncer aux exigences et formalités de convocation.

### **19. Présence, Représentation.**

19.1 Tous les Actionnaires auront le droit d'assister et de prendre la parole lors des Assemblées des Actionnaires.

19.2 Un Actionnaire peut se faire représenter lors de toute Assemblée des Actionnaires en désignant par écrit ou par télécopie, télégramme, télex ou email une autre personne comme son mandataire, lequel ne doit pas nécessairement être lui-même Actionnaire.

### **20. Vote.**

20.1 Chaque Action donne droit à une voix à son détenteur.

20.2 Les votes ont lieu à main levée ou par vote nominatif, à moins que l'assemblée des Actionnaires décide à la majorité simple d'adopter une autre procédure de vote.

20.3 Sauf dans les cas déterminés par la Loi Luxembourgeoise ou les Statuts, toutes les décisions de l'Assemblée des Actionnaires sont adoptées à la majorité simple des votes, quelle que soit la proportion du capital représentée.

20.4 Toute décision de l'Assemblée des Actionnaires de modifier les Statuts afin de révoquer ou nommer le Gérant Commandité requiert le vote favorable unanime de tous les Actionnaires Commandités.

20.5 Aucune décision de l'Assemblée des Actionnaires ne pourra être valablement prise sans le vote positif du Gérant Commandité, en ce y compris une modification des Statuts autre qu'une modification à l'article 7.1 révoquant ou nommant le Gérant Commandité.

## **21. Assemblée générale extraordinaire.**

21.1 Une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires convoquée aux fins de modifier toute disposition des Statuts dans toutes ses dispositions ne pourra valablement délibérer que si la moitié au moins des Actions sont représentées et que l'ordre du jour indique les modifications statutaires proposées et, le cas échéant, les modifications apportées à l'objet et à la forme de la Société.

21.2 Si la première des conditions mentionnées à l'article 21.1 n'est pas satisfaite, une seconde assemblée sera convoquée, dans la manière prescrite par les Statuts ou par la Loi de 1915. Une telle convocation reproduira l'ordre du jour et indiquera la date et les résultats de l'assemblée précédente. La seconde assemblée délibérera valablement quelle que soit la proportion des Actions représentée.

21.3 A ces deux assemblées, les résolutions, afin d'être adoptées, devront être adoptées à la majorité des deux-tiers des voix exprimées, sous réserve également du consentement écrit du Gérant Commandité.

21.4 Les résolutions changeant la nationalité de la Société ou augmentant les engagements des Actionnaires ne pourront être adoptées qu'avec l'accord unanime des Actionnaires et, sous réserve de toute autre disposition de la Loi de 1915.

## **22. Procès-verbaux.**

22.1 Les procès-verbaux des assemblées générales des Actionnaires seront signés par le président de l'assemblée, le secrétaire et le scrutateur.

22.2 Des copies ou extraits de ces procès-verbaux devront être signés par le Gérant Commandité pour pouvoir être versés dans des procédures judiciaires ou autrement.

## **Chapitre VI. - Exercice social - Distribution des bénéfices**

### **23. Exercice social.**

23.1 L'exercice social de la Société débutera le 1<sup>er</sup> avril et se terminera le 31 mars de l'année suivante, étant entendu, qu'en tant que disposition transitoire, le premier exercice social de la Société débute le jour de sa constitution et se termine exceptionnellement pour une période plus longue le 31 mars 2012 (toutes dates incluses).

23.2 Le Gérant Commandité établit le bilan et le compte de profits et pertes de la Société. Il remet ces pièces avec un rapport sur les opérations de la Société, un mois au moins avant l'AGA, au Conseil de Surveillance, lequel établira un rapport contenant leurs commentaires sur ces documents.

### **24. Approbation des comptes annuels.**

24.1 Le Gérant Commandité fournira aux Actionnaires une copie des comptes annuels audités établis conformément à la Loi de 1915.

24.2 Ces comptes annuels seront soumis pour approbation à l'AGA. L'AGA les examinera et, si elle l'estime opportun, les approuvera et votera pour la décharge du Gérant Commandité et l'allocation des résultats de la Société en conformité avec ces Statuts.

### **25. Distribution sur actions.**

25.1 Du bénéfice annuel net de la Société déterminé conformément à la Loi Luxembourgeoise, cinq pour cent (5%) seront obligatoirement prélevés et alloués à la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire dès que et aussi longtemps que le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

25.2 Le solde des bénéfices nets peut être utilisé pour distribution aux Actionnaires.

25.3 Des dividendes intérimaires peuvent être payés par décision du Gérant Commandité, sous réserve des conditions prévues par la Loi.

## **Chapitre VII. - Dissolution**

**26. Dissolution.** La Société ne pourra être dissoute uniquement sur proposition écrite du Gérant Commandité et par une décision des Actionnaires votant dans les mêmes conditions de quorum et de majorité qu'en cas de modification des présents Statuts, et conformément à la Loi Luxembourgeoise.

## **Chapitre VIII. - Interprétation et Loi luxembourgeoise**

**27.** Dans les présents Statuts:

27.1 une référence à:

27.1.1 un genre devra inclure chaque genre;

27.1.2 (à moins que le contexte ne le requière autrement) le singulier devra inclure le pluriel et vice versa;

27.1.3 une "personne" inclut une référence à tout individu, firme, société, corporation ou toute autre entité, gouvernement, état ou agence d'un état ou joint venture, association, partenariat, comité d'entreprise ou organe de représentation des employés (ayant ou non une personnalité juridique distincte);

27.1.4 une disposition législative ou loi incluent toutes les modifications y afférentes et toutes leurs promulgations (avec ou sans modifications);

27.2 les mots généraux ne devront pas faire l'objet d'une interprétation restrictive du fait qu'ils seraient précédés ou suivis d'un mot indiquant une catégorie particulière de lettres, de sujets ou d'affaires, ou par des exemples qui entrent dans la définition des mots généraux;

27.3 les en-têtes de ces Statuts ne doivent pas affecter leur interprétation.

28. En complément de ces Statuts, la Société est également régie par toutes les dispositions applicables de la Loi Luxembourgeoise.

#### *Souscription - Libération*

Le capital social de la Société a été souscrit comme suit:

	Actions de Commandité	Actions Ordinaires
LuxGEO GP S.à r.l. ....	1	
LuxGEO Parent S.à r.l. ....		3.099.997
Luxgoal S.à r.l. ....		1
FCPR Axa LBO Fund IV, représenté par Axa Investment Managers Private Equity Europe .....		1
TOTAL DES ACTIONS .....	1	3.099.999

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de trente et un mille Euros (31.000,-EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

#### *Première assemblée générale extraordinaire des actionnaires*

Les Actionnaires ci-dessus de "Geo Travel Finance S.C.A.", représentant l'intégralité des actions et se considérant dûment convoqués, se sont immédiatement réunis en assemblée générale et ont pris, à l'unanimité, les décisions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
2. Sont appelés aux fonctions de membres du Conseil de Surveillance pour une durée maximale de deux (2) mois:
  - a) Eddy Perrier, né le 5 juillet 1977 à Saint-Jean-De-Maurienne (France) ayant son adresse professionnelle au 282, route de Longwy L-1940 Luxembourg;
  - b) Cédric Pedoni, né le 24 mars 1975 à Villerupt (France), ayant son adresse professionnelle au 282, route de Longwy L-1940 Luxembourg; et
  - c) Mirko Dietz, né le 20 octobre 1974 à Goeppingen (Allemagne), ayant son adresse professionnelle au 6 rue Philippe II L-2340 Luxembourg.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions exigées par l'article 26 de la Loi et constate expressément leur accomplissement.

#### *Frais*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toute nature qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à mille cinq cents Euros (EUR 1.500.-).

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des parties comparantes les présents statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français la version anglaise fera foi.

DONT ACTE fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Après lecture faite au mandataire des parties comparantes, connues du notaire par son nom, prénom, état civil et résidence, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: I. Dias et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 21 février 2011. LAC/2011/8560. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Francis Sandt.

POUR COPIE CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 février 2011.

Référence de publication: 2011026602/625.

(110032386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 février 2011.

**International Upsilon S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 118.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2011.

Référence de publication: 2011046634/10.

(110052120) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**International Upsilon S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 118.805.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> avril 2011.

Référence de publication: 2011046635/10.

(110052121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**Kraton Polymers Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2636 Luxembourg, 12, rue Léon Thyès.

R.C.S. Luxembourg B 145.598.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011046639/9.

(110052133) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**MEUBLES Carlo SCHEER et Cie s.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9540 Wiltz, 14, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 102.439.

L'an deux mille onze, le onze février.

Par devant Maître Marc Lecuit, notaire de résidence à Mersch.

**A COMPARU:**

1.- Monsieur Carlo SCHEER, commerçant, né à Wiltz le 2 février 1959, demeurant à L-9540 Wiltz, 22, avenue de la Gare.

2.- Madame Mariette LOUES, salariée, épouse de Monsieur Carlo Scheer, née à Wiltz le 23 mars 1966, demeurant à L-9540 Wiltz, 22, avenue de la Gare.

3.- Monsieur Marco SCHEER, commerçant, né à Wiltz le 14 décembre 1956, demeurant à L-9651 Eschweiler/Wiltz, 23, Kraiz.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que suivant convention de cession de parts datée du 11 février 2011, Madame Sandra SCHEER, salariée, née à Wiltz le 3 novembre 1970, demeurant à L-9651 Eschweiler/Wiltz, 11, Kraiz, propriétaire de DIX (10) parts sociales d'une valeur nominale de DEUX CENT QUARANTE-HUIT EUROS (€ 248,00) chacune de la société à responsabilité limitée "MEUBLES CARLO SCHEER ET CIE, S.à r.l.", avec siège social à L-9540 Wiltz, 14, avenue de la Gare, et immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B102.439, constituée suivant acte de Maître Paul BETTINGEN, notaire alors de résidence à Wiltz, en date du 22 novembre 1993, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, le 24 février 1994, numéro 74 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte de Maître Henri HELLINCKX, notaire alors de résidence à Mersch, en date du 24 octobre 2001, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, le 3 décembre 2002, numéro 1724, a cédé et transporté avec toutes les garanties de fait et de droit, avec effet à la date de la prédite convention, DIX (10) parts sociales à Monsieur Carlo SCHEER, prénommé.

Que ladite cession de parts est par ailleurs approuvée unanimement par les associés ici réunis, représentant plus de 2/4 des parts.

Un exemplaire de la dite cession de parts, après avoir été signé ne varietur par les comparants et le notaire, restera annexé aux présentes pour être formalisé avec elles.

- Que suite à la prédite cession, la répartition des parts est dorénavant la suivante:

- |  |     |
|--|-----|
| a) Monsieur Carlo SCHEER, prénommé, cent soixante et onze parts sociales . . . . . | 171 |
| b) Madame Mariette Loues, prénommée, cent dix-neuf parts sociales . . . . .        | 119 |
| c) Monsieur Marco SCHEER, prénommé, dix parts sociales . . . . .                   | 10  |

- Que les comparants se sont ensuite réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

*Résolution unique*

En conséquence de ce qui a été déclaré ci-avant, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 6.** Le capital social est fixé à soixante-quatorze mille quatre cents Euros (EUR 74.400,-), représentée par trois cents (300) parts sociales d'une valeur nominale de deux cent quarante-huit Euros (EUR 248,-) chacune."

*Intervention*

Le gérant, Monsieur Carlo SCHEER, prénommé, déclare accepter expressément la prédite cession de parts au nom et pour compte de la société et dispense le cédant de les faire notifier à la société, le tout conformément à l'article 1690 du Code Civil.

DONT ACTE, fait et passé à Mersch, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, qualités et demeures, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. SCHEER, M. LOUES, M. SCHEER, M. LECUIT.

Enregistré à Mersch, le 11 février 2011. Relation: MER / 2011 / 283. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Mersch, le 24 février 2011.

Référence de publication: 2011028367/54.

(110033988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 février 2011.

**Latina S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 47.393.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour LATINA S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2011046655/11.

(110052648) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 avril 2011.

**KBD S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 124.376.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque

Société Anonyme

Banque Domiciliaire

Signatures

Référence de publication: 2011044372/13.

(110050390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mars 2011.